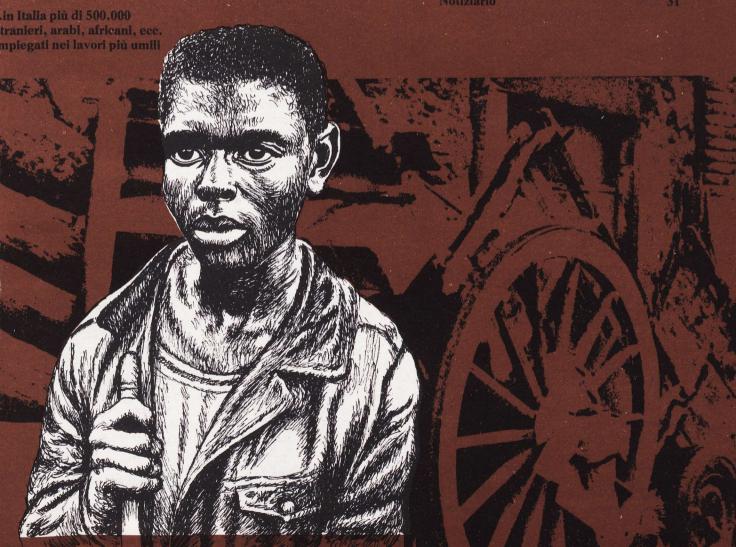


emigrazione

SOMMARIO

Francia 1977 (A Perotti)	3
Italia paese di immigrazione	
(G. Tassello)	4
Germania 1977 (G. Baggio)	12
Svizzera 1977 (T. Pozzi)	18
Weder-noch-Generation	
(G.Baggio-T.Pozzi)	23
Natistada	21



nossier

emigrazione

Anno III - gennaio febbraio 1978 - n. 1-2

Rivista mensile di documentazione e dibattito sui problemi dell'emigrazione, a cura dei **CSER** (Centri Studi Emigrazione Riuniti)

Comitato promotore CIEMM 46, rue de Montreuil - 75011 Paris

CSERPE Oberwilerstr. 112 - 4058 Basel

Via Calandrelli 11 - 00153 Roma

Gruppo di redazione

G. Baggio, L. Favero, U. Marin, A. Perotti, T. Pozzi, GF. Rosoli, L. Taravella, G. Tassello

Corrispondente CEE G. Callovi

Grafica Bruno Murer

Direttore responsabile Luigi V. Favero

Autorizzazione del Tribunale di Roma, n. 16.733 del 18 marzo 1977

Iscritto al Registro Nazionale della stampa in data 22.2.1977 con il n. 1273

ABBONAMENTO

Italia L. 5.000 Estero L. 5.000

ccp. 57678005 intestato a CSER, Via Calandrelli 11 - 00153 Roma, Tel. (06) 58.27.41 -58.09.764

Inizia con questo numero il terzo anno di vita di Dossier Europa Emigrazione. L'impostazione grafica è stata ancora una volta ritoccata e, speriamo, migliorata in modo da rendere la lettura più agevole e stimolante, venendo così incontro alle esigenze dei lettori preferenziali, gli operatori sociali e pastorali: saranno essi a verificare la bontà del nostro sforzo con osservazioni, proposte, critiche, che qui di nuovo sollecitiamo.

Questo numero presenta un consuntivo, dal punto di vi-

sta delle politiche migratorie, dello scorso 1977.

- Per la Francia esigenze di carattere redazionale ci obbligano a rimandare al prossimo numero un'ampia valutazione di A. Perotti sul ruolo dell'immigrazione in quella nazione dal 1960 ad oggi; pubblichiamo qui solo una sintesi dei principali interventi governativi in materia migratoria du-

rante l'anno passato.

Per l'Italia G. Tassello presenta un tema di scottante attualità: gli immigrati stranieri, visti nelle reazioni della stampa nazionale. L'argomento, che potrebbe prestarsi a facili strumentalizzazioni, è qui visto soprattutto come emblematico di una situazione paradossale, in cui si ripete, in Italia, quel cliché di ignoranza, sfruttamento, incomprensione, storture e vuoti legislativi, che vengono denunciati dagli italiani all'estero.

- Per la Svizzera e la Germania T.Pozzi e G. Baggio fanno un consuntivo sia delle politiche migratorie nazionali che delle iniziative prese nel corso dell'anno dalle varie forze organizzate dell'emigrazione e tracciano un quadro dei

principali problemi sul tappeto.

- Un dossier «seconda generazione» [Weder-noch-Generation], preparato dallo CSERPE di Basilea per conto della SKAF [l'organismo cattolico svizzero per gli emigrati] e presentato a Parigi nel recente convegno organizzato dal CCIM sui problemi della seconda generazione degli immigrati, chiude il numero, riprendendo temi e problemi di carattere più generale.

Nell'insieme risulterà, ancora una volta, come la «marginalità» dell'emigrazione, sia in realtà l'esperienza sintomatica dei mali politici, economici e sociali dei paesi di accoglimento oltre che di quelli di partenza; esperienza sintomatica che è vero esplosivo, capace di innescare delle reali trasformazioni anche sul piano strutturale dei rapporti giuridico-economici, così come sta trasformando la struttura

demografica e occupazionale dei paesi europei.



FRANCE 1977

POLITIQUE DE L'IMMIGRATION EN FRANCE EN 1977. LES NOUVELLES MESURES.

La Conférence de presse de M. Dijoud du 4 mars 1977

«Un pays avec 4 millions d'immigrés doit avoir une grande politique de l'immigration et l'insérer dans son projet social». C'est ainsi qu'en mars dernier, M. Dijoud présentait à la presse la brochure «La Nouvelle Politique de l'immigration» que venait d'éditer le Secrétariat d'Etat aux Travailleurs Immigrés.

De cette conférence de presse ressortait la volonté du gouvernement de conduire une politique réaliste et rigoureuse pour maîtriser le flux migratoire. Fin, donc, de l'immigration sauvage et de la politique de facilité et maintien de la suspension de l'immigration décidée par le Conseil des ministres le 3.7.74.

Pour ce qui est de l'immigration familiale, il réaffirmait sa volonté de ne pas l'encourager, mais de la rendre possible. Maintien donc de cette imm igration sous certaines conditions précisées par le décret du 29.4.76 et explicitées par la circulaire du 9.7.76 visant à donner à la collectivité d'accueil la garantie d'une bonne insertion de la population étrangère:

- le chef de famille doit séjourner en France depuis au moins un an, disposer de ressources stables et d'un logement satisfaisant à certaines normes minimales de surface et de salubrité;
- le membres de la famille doivent avoir subi un contrôle médical et leur présence ne devra pas se heurter à des considérations tirées de l'ordre public.
- Enfin, la venue des membres de la famille doit avoir pour motif principal l'opportunité sociale du regroupement familial et non la simple recherche d'un emploi.

Que s'est-il passé entre mars et fin septembre 1977?

L'aide au retour et l'arrêt de toute régularisation

- Le 27 avril M. Barre propose, pour résorber le chômage, une aide au retour aux chômeur immigrés.
- Le 27 juin, une instruction est adressée aux Directions gouvernementales du travail, des services de la main d'œuvre et de l'ONI, ordonnant de délivrer à tout chômeur étranger qui le désirerait un dossier d'aide au retour. Cette mesure concernait 50.000 travailleurs étrangers au chômage.

Le demandeurs d'emploi étrangers (sauf les ressortissants des pays de la CEE) bénéficiaires des allocations d'aide publique ou du régime ASSEDIC pouvaient recevoir 10.000 F s'ils désiraient rentrer définitivement chez eux.

- Une circulaire du 17.7.77 donne instructions aux Directeur de travail pour ne plus régulariser la situation des étrangers travaillant clandestinement.

La Conférence de presse de M. Lionel Stoleru du 27.9.77

Le gournement annonce une série de nouvelles mesures:

- 1. Extension du droit à l'aide au retour. Le gouvernement décide d'étendre à partir du 1er octobre 1977, le bénéfice de cette aide à l'ensemble des travailleurs immigrés justifiant d'une activité salariée en France d'au moins 5 années, sauf toujours les ressortissants de la Communauté européenne. Cette mesure concerne environ 1 million de travailleurs (soit la moitié des travailleurs immigrés). L'aide au retour, outre l'aspect financier, comporte aussi l'aspect professionnel: la formation-retour. Pour cet aspect, le Secrétaire d'Etat a proposé aux différents pays d'émigration d'élaborer d'ici la fin de l'année, un programme significatif pour 1978.
- 2: Arrêt de toute nouvelle carte de travail. En 1976, le volume des régularisations atteint le chiffre de 17.253. A partir du 1er.10.77 prendra son plein effet la circulaire du 17.7.77. Seules 4 catégories échappent à cette règle: les réfugiés et apatrides, les étrangers de haute qualification, les conjoints des travailleurs étrangers admis dans le cadre de l'immigration familiale; les conjoints des Français.

3. Suspension pour 3 ans de l'immigration familiale. Voici les raisons invoquées par le gouvernement pour justifier cette dernière mesure: «La conjoncture économique est aujourd'hui devenue telle qu'un afflux constant de demandes d'emploi nouvelles, émanant de personnes de nationalité étrangère, doit être considéré comme de nature à perturber le marché du travail, compte tenu du caractère aigu revêtu par les problèmes du chômage, dans l'ensemble du pays.

Les pratiques actuelles ont, en effet, montré qu-il n'est pas bon de maintenir l'immigration familiale et en même temps de protéger la situation de l'emploi, en opposant la situation de l'emploi lors de la délivrance de la carte de travail.

Cette mesure serait à la fois inefficace et dangereuse. Elle serait inefficace en effet, car elle conduirait à rejeter une partie de ces familles, notamment les épouses de travailleurs, vers le travail clandestin.

Elle serait dangereuse, en second lieu, dans la mesure où elle pousserait, quasi inévitablement, vers la pré-délinquance, les adolescents étrangers ayant terminé leur scolarité et privés du droit au travail.

C'est pourquoi, il apparaît nécessaire de suspendre à titre provisoire l'immigration familiale, sans pour autant remettre en question le principe du droit à l'immigration familiale, établi par le décret du 29 avril 1976.

Il convient enfin de noter que cette mesure n'est nullement contraire aux engagements internationaux qui ont été pris par la France, notamment dans le cadre des accords bilatéraux signés avec nos partenaires des pays d'émigration.»

Decret-loi du 10 novembre 1977

Le décret signé par le Premier ministre précise que l'admission en France dans les conditions prévues par le décret du 29 avril 1976 du conjoint et des enfants de moins de 18 ans d'un ressortissant étranger bénéficiant d'un titre de séjour «est suspendue pour une période de 3 ans». Toutefois, les dispositions du décret de 1976 «restent applicables pour le droit du séjour familial, c'est-à-dire, pour tous les membres de la famille qui ne demandent pas l'accès au marché de l'emploi».

...in Italia più di 500.000 stranieri, arabi, africani, ecc. impiegati nei lavori più umili

ITALIA PAESE D'IMMIGRAZIONE

IMMIGRATI
E STUDENTI STRANIERI
IN ITALIA:
REAZIONI DELLA
STAMPA ITALIANA
NEL 1977
(G. TASSELLO)

Una analisi della stampa italiana del 1977 conferma come essa non sia un leader di opinione nel settore «immigrazione» (come del resto nel settore «emigrazione»), ma «scopra» l'esistenza di una problematica sociale riguardante circa mezzo milione di persone, quando ormai è impossibile ignorare il fenomeno.

Fino al giugno del 1977 la stampa si è in gran parte limitata a riportare sporadici episodi di cronaca nera riguardanti gli immigrati dell'area mediterranea, e dei Paesi dell'America Latina in Italia. Leggiamo i soliti titoli di cronaca nera: «Una ragazza etiope trovata uccisa e sfigurata in Sicilia. Un'altra avvelenata a Bari, un'altra ancora suicida per l'eccesso di fatica e la depressione. Un uomo trovato morto in una vasca da bagno»: cos' inizia un articolo del Corriere della Sera del 17.6.77 «A Roma gli episodi di cronaca nera in cui risultano coinvolti arabi, nordafricani, etiopi, eritrei e indiani hanno ormai una frequenza quasi quotidiana» (L'Europeo, 14. 10.77).

I casi di cronaca nera e gli scandali degli sfruttamenti (il caso di Ostia) costituiscono soltanto «la punta di iceberg di un fenomeno che si sta allargando a macchia d'olio» (Oggi, 12.11.77).

Questi squallidi episodi mettono in

Questi squallidi episodi mettono in luce le condizioni allucinanti in cui è costretta a vivere la manodopera straniera in Italia; ma per gran parte della stampa sono rimasti a livello di cronaca nera e non è stato tentato un approfondimento del problema con una ricerca delle cause che hanno determinato questo comportamento anomico.

È solo a metà anno (se si eccettuano alcuni articoli molto significativi in La Voce Repubblicana e L'Avanti!) che i giornali iniziano ad approfondire il problema soprattutto nei confronti degli studenti stranieri in Italia e di riflesso anche degli altri immigrati, spesso clandestini.

Chi sono e che professione esercitano i lavoratori stranieri in Italia

A prima vista è naturale pensare che l'Italia occupi lavoratori stranieri. Si tratta di emigrazione libera: «Tecnici e dirigenti di aziende estere operanti in Italia, una larga parte degli assistenti di volo delle compagnie di bandiera, e ancora cento altre categorie, dall'industria cinematografica a quella alberghiera» (La Voce Repubblicana, 13. 4.77). Questa immigrazione libera non crea problemi particolari. Il problema vero è costituito dalla immigrazione forzata dei Paesi del Terzo Mondo che si riversa in Italia in un contesto economico che al momento vede circa 1.700.000 italiani disoccupati.

Gli immigrati stranieri in Italia occupano le posizioni più basse della scala professionale e si adattano a compiere i lavori più pesanti, più umili, più pericolosi, oggi rifiutati in blocco dai lavoratori locali. In Italia «manca proprio la manodopera, la manodopera tout court, quella che muove le mani, e appresso anche le braccia» (La Voce Repubblicana, 13.4.77). I lavoratori del Terzo Mondo «hanno cominciato a ricoprire un ruolo del tutto simile a quello che nella non lontanissima Svizzera ricoprono gli italiani» (ibid.). Paolo Sylos Labini dice: «Alla base di questo fenomeno c'è il rifiuto di certi tipi di lavoro manuale considerati inferiori come la edilizia, le imprese di pulizia, l'agricoltura» (Corriere della Sera, 19.1.78). E l'economista Giorgio Fuà: «Noi accettiamo questa gente per fare dei lavori che non siamo disposti a compiere» (ibid.).

I lavoratori stranieri in Italia «sono la fotografia esatta della spaccatura che si è creata nel Paese tra domanda e offerta di lavoro, tra le esigenze della produzione, che non è sempre e non può essere solo intellettuale e le aspirazioni dei giovani e meno giovani senza occupazione» (Il Settimanale, 12.10.77).

Gli immigrati vanno ad ingrossare le file della manovalanza generica nelle aziende medie e piccole dell'Italia del Nord, nei posti una volta riempiti dai nostri immigrati meridionali. Mentre in passato l'immigrazione da Paesi del Terzo Mondo era limitata a mansioni marginali «adesso, con le assunzioni a ritmo sostenuto nei vari settori dell'industria, i lavoratori immigrati stanno assumendo un ruolo significativo e inquietante in un settore produttivo primario» (*Panorama*, 30.8.77).

Troviamo immigrati stranieri nelle carovane di facchinaggio a Milano, nel servizio domestico (le colf di colore presenti soprattutto nei grandi centri urbani), lavori di aiuto nei bar, ristoranti e pizzerie, uomini di fatica per famiglie benestanti, commercio e smercio ambulante di tappeti «orientali» fabbricati a Bologna, bassa manovalanza nelle piccole e medie aziende, pulizie di stabilimenti balneari, bancherelle abusive, personale di bassa forza nelle navi-stalla che trasportano il bestiame dalla Jugoslavia, stagionali nell'agricoltura, marinai-ombra sui pescherecci di Mazara del Vallo, muratori-ombra nei cantieri palermitani, a Campobello. le case del Belice, contadini-fantasma nelle zone del vino a Marsala e in Toscana, nella raccolta dei pomodori nella pianura padana.



Possiamo dire quindi che i lavoratori stranieri sono presenti «soprattutto dove la presenza sindacale è scarsa» (*L'Europeo*, 14.10.77).

ta dell'ampiezza del fenomeno. Si brancola nel buio più assoluto, anche perchè «queste statistiche non sono mai state compiute», spiegano al Ministero del Lavoro (*L'Europeo*, 14.10.77).

Quanti sono

Non esistono cifre ufficiali, anche perchè la maggior parte degli immigrati in Italia sono clandestini. Le stime variano a seconda delle fonti: il Ministero italiano del Lavoro sostiene che soltanto a Roma i lavoratori stranieri clandestini sarebbero 120.000. Secondo i sindacati «si calcola che attualmente lavorino in Italia in maniera più o meno clandestina, ben 500 mila immigrati dall'Africa, dall'America Latina e dai Paesi dell'Europa mediterranea» (L'Osservatore Romano, 20.1.78). «Non abbiamo nessun dato certo e attendibile», spiegano all'ISTAT (Corriere della Sera, 19.1.78). Il Ministero dell'Interno afferma che «i cittadini stranieri residenti da oltre tre mesi in provincia di Roma sono circa 50.000... Le principali attività svolte a Roma dagli stranieri.... sono queste: 12.000 gli studenti, 10.000 i religiosi, 7.000 gli impiegati privati, 400 i collaboratori domestici, oltre 600 i giornalisti, 600 gli operai, 500 liberi professionisti, 500 commercianti, oltre 300 gli artisti» (Corriere della Sera, 7.9.77). «A Milano stando ai permessi rilasciati dall'Ufficio provinciale del Lavoro, gli immigrati dall'Africa e dall'Asia non dovrebbero essere più di 4.000. In realtà ce ne sono 80.000» (L'Espresso, 2.9. 77). A Napoli gli immigrati esteri sesecondo la questura sono 300, 600 dai calcoli ricavati dai sindacati.

Si potrebbe continuare, ma solo per provare che mancano del tutto dati accurati che permettano una lettura esat-

Perchè emigrano

Dato che non esistono inchieste scientifiche sul fenomeno della immigrazione in Italia da Paesi stranieri, le spiegazioni offerte rimangono a livello ipotetico, anche se ricalcano da vicino le spiegazioni offerte per l'esodo della emigrazione italiana.

«Vengono perchè spinti, come ogni emigrante di questo mondo (e l'Italia è il primo Paese che può testimoniare questa speranza per i suoi emigrati), dalla speranza di trovare un lavoro decente che permetta di guadagnarsi onestamente la vita, di migliorare la propria situazione materiale, di arricchirsi moralmente...» (L'Umanità, 14.9.77). Il basso guadagno o la condizione di precarietà assoluta nel Paese di partenza ha spinto molti a tentare il grande esodo verso la «mitica» Italia. E così «ci sono arabi che cercano l''America' nel nostro Sud disperato trasformato nei loro sogni in un Nord felice» (Corriere della Sera, 2.1.78).

«Molte ragazze etiopi emigrano... per poter aiutare economicamente le famiglie numerose e private degli uomini, che in molti casi sono coinvolti in una guerra civile che si trascina da parecchi anni» (Corriere della Sera, 17.6.77).

«Forse dietro c'era un racket con tanto di tangente da pagare» (*Paese Sera*, 10.9.77).

Come vivono

«Dieci persone che vivono in una sola stanza, salari bassissimi, nessun tipo di assicurazione: sono le condizioni dei più fortunati. Per gli altri va ancora peggio» (Paese Sera, 17.6.77).

La precarietà del lavoro a cui si assoggettano gli immigrati stranieri in Italia va ad aggiungersi quindi alla precarietà delle condizioni di vita giornaliera: difficoltà di alloggio, paghe di paura, senza contributi né assicurazioni. Il datore di lavoro risparmia il 40% del costo globale del lavoro ingaggiando clandestini. «Il lavoratore straniero clandestino infatti non è catechizzato sindacalmente, non ha interesse ad aprire una vertenza, non vuole contributi assistenziali, e spesso si accontenta di metà paga» (Oggi, 12.11.77). E il lavoro nero si può troncare non appena il mercato infiacchisce. «Quasi sempre le condizioni di vita dei lavoratori clandestini sono precarie, quando addirittura non rasentano la bestialità» (L'Europeo, 14.10.77).

A settembre poi quando vengono effettuati parecchi arresti di clandestini, scoppia tra gli immigrati esteri la «psicosi del foglio di via» (*ibid.*). Questa paura reale è però soltanto l'ultima delle sofferenze a cui sono sottoposti gli immigrati stranieri in Italia.

«I bambini parlano arabo. Appena arrivano in età scolare, i padri li rimandano a casa perchè non riescono ad andare a scuola qui... E le famiglie si dividono, con gli scompensi che per i nostri ragazzi (i figli dei nostri emigrati) sociologi e psichiatri da anni diagnosticano» (Corriere della Sera, 2.1.78).

I giornali accennano al pericolo di cadere in una incontrollata xenofobia nei riguardi degli immigrati stranieri, specie di colore, sebbene la stragrande maggioranza si distingua per una vita molto disciplinata. «Le etiopi tengono ...ci sono arabi che cercano l'America nel nostro Sud disperato



un comportamento irreprensibile» (II Tempo, 30.6.77). Sono apparsi su alcuni giornali locali lettere al direttore dal tono razzista. Leggiamo su un giornale di Trapani «Se l'invasione araba continua si arriverà persino ai matrimoni misti, e la razza siciliana sarà irrimediabilmente inquinata».

Cavazzuti della CISL riconosce il pericolo del razzismo nei confronti di questi lavoratori, e anche la necessità di una buona regolamentazione del lavoro straniero: «La regolamentazione è indispensabile per evitare che si cada nella tentazione di risolvere il problema con le sole misure di polizia. Finora a una legge degli immigrati non ci aveva pensato nessuno poichè ci siamo sempre considerati un paese di emigranti. Adesso pensiamoci pure, ma intanto i cancelli delle frontiere devono restare ben chiusi per gli stranieri che non siano europei della CEE (corsivo nostro, N.d.R.). Le condizioni economiche per aprire i cancelli a quelli del Terzo Mondo non ci sono proprio» (L'Europeo, 14.10.77): un discorso strano sulla bocca di un sindacalista che si batte per l'unità della classe operaia!

I giornali insomma si mostrano molto perspicaci nel descrivere la tratta delle «coloured» girls, degli operai arabi in Emilia, dei clandestini ad Ostia, ma raramente si preoccupano di cogliere le esigenze specifiche di questa enorme massa di lavoratori: esigenze elementari come la creazione di centri assistenziali, culturali, religiosi, lo sforzo di coscientizzazione e sindacalizzazione, la preparazione dei quadri sindacali, la stampa e i programmi radiotelevisivi ad hoc, la educazione dei figli di questi immigrati, la necessità di una legislazione aggiornata nei confronti degli stranieri in Italia.

I sindacati - spiega il professor Paolo Sylos Labini, della università di Roma sono estremamente imbarazzati perchè si chiedono: dobbiamo difendere anche i lavoratori clandestini? Se non li difendiamo possiamo essere accusati di razzismo. Ma se dobbiamo difenderli come fare, trattandosi di lavoratori che in genere sfuggono a qualsiasi censimento?» (Corriere della Sera, 19.1.78).

Appare in tutta la sua gravità la crassa ipocrisia delle associazioni, partiti, sindacati, classe operaia e creatori di opinione pubblica che, mentre da una parte reclamano trattamenti paritari per i lavoratori all'estero e per i loro figli (in campo assistenziale, sindacale, salariale, scolastico, ecc.), per gli immigrati stranieri di casa nostra, sottoposti a trattamenti tra i più disumani e controllati da una legislazione tra le più razziste d'Europa (la Svizzera a confronto è un modello di giustizia) si limitano ad un atteggiamento paternalistico, come se gli immigrati stranieri in Italia non appartenessero alla classe operaia. A meno che si voglia rinunciare all'internazionalismo della classe operaia.

«Aiutare i Paesi del Terzo Mondo non significa solo partecipare alle dimostrazioni in favore di un popolo della Africa o dell'America latina, ma anche dare un contributo concreto alla lotta contro le condizioni di sfruttamento illegale cui viene sottoposta la manodopera immigrata del nostro paese e battersi per la regolamentazione e il riconoscimento dei diritti civili riconosciuti dall'art. 10 della Costituzione» (Avanti!, 28.4.77).

In definitiva quindi anche la levata di scudi della stampa italiana per la caccia all'arabo in Francia non è che una boutade giornalistica che all'atto pratico si rivela inutile se non controproducente. La realtà è un'altra, come spiega Giorgio Fuà: «L'arrivo di lavoratori stranieri disposti a fare lavori sgraditi o malpagati non giova allo sviluppo di un tessuto civile, costituisce un pericoloso focolaio di tensioni e introduce un elemento di inquinamento sociale» (Corriere della Sera, 19.1.78).

Legislazione italiana concernente gli stranieri

L'art. 25 della legge Reale afferma che quando gli stranieri non hanno mezzi necessari per provvedere al loro sostentamento devono essere espulsi dall'Italia. Gli immigrati clandestini, il cui lavoro non è legalmente riconosciuto, vivono quindi alla mercè della questura che può espellerli senza possibilità di ricorso.

L'art. 147 di P.S. del 1931, divenuto decreto legislativo nel 1948, si occupa delle «Sanzioni per omessa denuncia di stranieri o apolidi». Obbliga i proprietari d'appartamenti dati in affitto a cittadini stranieri a denunciarne la presenza alla polizia, «come se la gran massa di coloro che, costretti all'immigrazione clandestina dalla miseria, arrivano a Roma, avesse davvero la possibilità di preferire il lusso d'un appartamento in affitto all'esosa ma accessibile ospitalità di pensioni e affittacamere» (Paese Sera, 13.9.77).

Sono sufficienti questi due articoli per indicare la arretratezza, la inadeI bambini parlano arabo. Appena arrivano in età scolare i padri li rimandano a casa perchè non riescono ad andare a scuola qui....



guatezza ed il razzismo di fondo che pervadono la legislazione italiana concernente gli stranieri, e la impossibilità reale da parte dello straniero, ed in particolare l'immigrato, di difendersi e proteggersi. «Alle volte basta la parola di un bianco contro uno dei lavoratori di colore per farli espellere dall'Italia e mandarli indietro con la forza» (Corriere della Sera, 17.6.77). Questo stato legale di cose dà adito ad ingiustizie, truffe, la tratta di merce umana.

I dati della Questura di Roma nel 1976 ci dicono che furono allontanati dall'Italia con fogli di via 1.564 stranieri, 234 furono accompagnati alla frontiera perchè ritenuti pericolosi, 400 erano gli stranieri detenuti a Regina Coeli, Rebibbia, Velletri, Civitavecchia. Ma nella seconda metà del 1977 i giornali hanno parlato delle frequenti retate effettuate dalla polizia per fermare chi era sprovvisto di documenti e si sono intensificate le ricerche sul lavoro clandestino.

La arretratezza della legislazione, la mancanza di accordi bilaterali per salvaguardare l'immigrato straniero in Italia costituiscono soltanto una parte del problema. Le contraddizioni di direttive burocratiche, le lungaggini e le difficoltà di chi desidera regolarizzare la propria situazione denotano la mentalità levantina del nostro sistema.

«L'Ufficio Stranieri della Questura (a Roma) è pieno di giovani donne straniere che fanno ore di fila per cercare di capire almeno come si fa a rinnovare il visto, a chiedere il permesso di andare a casa loro e poi poter tornare a lavorare» (Corriere della Sera, 17.6.77). Per essere iscritti all'ufficio di collocamento in Italia e quindi poter ricevere uno stipendio regolare con relativi contributi e previdenze sociali bisogna possedere il

permesso di soggiorno. Ma per avere il permesso di soggiorno è necessaria l'iscrizione all'ufficio di collocamento. E così molti datori di lavoro anche se ben intenzionati a mettere in regola gli immigrati stranieri vengono scoraggiati poichè non si sentono di inviare a casa l'operaio per iniziare la trafila. E l'immigrato continua ad essere sfruttato nei suoi diritti.

Chi cerca un impiego in Italia deve avere prima ancora di partire dalla sua terra un contratto di lavoro per un anno e il biglietto aereo di ritorno pagato (*ibid.*). Ciò ha creato la nascita ed il moltiplicarsi di agenzie di collocamento abusive molto simili, nei metodi, agli agenti di emigrazione imperanti in Italia alla fine dell'Ottocento.

«Lo sfruttamento è paradossalmente previsto anche dal nostro codice della navigazione che prevede in casi di necessità l'ingaggio di questa manodopera nera nella misura massima di 'un terzo dell'equipaggio'» (L'Espresso, 2.9.77).

Si continua così ad importare manodopera straniera senza provvedere ad aggiornare la legislazione, senza approfondire scientificamente la ampiezza reale del fenomeno, senza infliggere serie penalità a chi ingaggia immigrati illegali o li sfrutta retribuendo loro un salario molto inferiore agli altri operai.

I giornali di solito preferiscono sorvolare su tutti questi problemi. L'unico accenno è la lamentela del questore di Roma sulla insufficienza reale dell'organico impiegato a Roma presso l'Ufficio Stranieri: 86 uomini non sono certo sufficienti per tentare un controllo più adeguato del fenomeno.

Riportiamo infine una sentenza della Corte Costituzionale. «Invitata a pronunciarsi sulla legittimità di quelle norme del testo unico delle leggi di pubblica sicurezza che regolano l'ingresso e il soggiorno degli stranieri in Italia e che rendono possibile la discriminazione di stranieri sgraditi, la Corte ha respinto l'eccezione di incostituzionalità. Ma ha anche sollecitato il legislatore a un 'riordinamento' della disciplina contestata 'che tenga conto dell'esigenza di consacrare in compiute norme le modalità e le garanzie di esercizio delle fondamentali libertà umane collegate con l'ingresso e il soggiorno degli stranieri in Italia» (La Repubblica, 22.1.77).

Correre ai ripari

«Le confederazioni sindacali italiane hanno chiesto all'inizio dell'estate al governo di promuovere un'indagine sugli immigrati residenti in Italia. Dai dati che dovrebbero emergere, ci si attende la definizione di una linea politica in proposito adeguata agli sviluppi della politica internazionale su quel problema». È molto significativo che questa notizia non sia riportata da un giornale italiano ma da *Il Sole* di Bruxelles (17.9.77) uno dei migliori giornali per emigrati italiani, e quindi anche più conscio della problematica concernente il fenomeno migratorio.

I giornali manifestano soprattutto un certo stupore nel venire a conoscenza della importazione di manodopera straniera in Emilia-Romagna, consci del fatto che immigrazione significa spesso lavoro nero. La arretratezza della legislazione la mancanza di accordi bilaterali per salvaguardare l'immigrato straniero costituiscono soltanto una parte del problema. VOGLIONO DELLE LEGGI
ADEGUATE AGLI STRANIERI!

NON SANNO CHE IN ITALIA
LE LEGGI SERVONO SOLO
PER ESSERE ELUSE!!!

© Dossier Europa

Con una disoccupazione rampante, esistono posti di lavoro disponibili che i locali rifiutano: «A Reggio le industrie reclutano arabi» (Il Giorno, 12.4.77). «I turchi nel cuore della Regione 'modello'... Tantissime sono infatti le casalinghe che, con il beneplacito delle stesse sinistre che chiudono entrambi gli occhi, preferiscono il 'lavoro nero' specie nel settore della maglieria con soddisfacenti risultati economici» (Il Popolo, 1.3.77).

Questo fenomeno offre anche l'occasione per rimettere in discussione tutto un sistema scolastico che sembra atto soltanto a creare dei disoccupati intellettuali. È urgente «la necessità di incominciare a riflettere prima di assumere indirizzi scolastici che portano fatalmente alla disoccupazione, disertando le scuole professionali e lasciando così vistose carenze nelle strutture del nostro Paese» (Il Popolo, 1.3.77).

Nei lavoratori clandestini i sindacati scorgono un chiaro pericolo che cercano di evitare per «impedire un ritorno alla libera contrattazione dell'imprenditore con alcuni gruppi isolati e non sindacalizzati, quali sono i lavoratori stranieri clandestini. Altrimenti si indebolirebbe il fronte sindacale unitario» (L'Europeo, 14.10.77).

Un aspetto particolare del problema: gli immigrati per motivi di studio

La stampa italiana, più che alla problematica del fenomeno «immigrati stranieri in Italia» nel '77 ha dato particolare rilievo agli studenti stranieri iscritti nelle varie università italiane.

Il fenomeno è esploso improvvisamente nella stampa italiana in occasione dell'annuncio nel giugno '77 del blocco delle iscrizioni degli studenti stranieri per due anni.

Le organizzazioni studentesche (ed in modo particolare l'UCSEI) hanno giocato un ruolo determinante nell'esporre e denunciare una simile manovra politica, a cui hanno fatto utile cassa di risonanza sindacati e esponenti politici. Per questo gli interventi della stampa sono più numerosi e presenti in un maggior numero di quotidiani.

Ancora l'incongruenza delle cifre

All'annuncio del ventilato blocco per due anni delle iscrizioni di studenti stranieri in Italia, una levata di scudi generale si è avuta sui diversi quotidiani, soprattutto quelli pubblicati nelle città che ospitano un numero rilevante di studenti stranieri. Anche uno sguardo superficiale ai titoli dà subito all'occhio la notevole discrepanza nelle cifre presentate: «Oltre centomila i giovani che sfuggivano al numero chiuso nei loro paesi frequentando i nostri atenei» (Corriere della Sera, 29.6.77). «Gli studenti stranieri in Italia sono circa 50mila» (La Repubblica, 30.6.77). Per La Nazione sono oltre 50mila (26.4.77) mentre secondo Il Giornale 170mila (2.8.77). Per La Gazzetta del Popolo «i 56mila studenti che frequentano le università italiane attraversano un difficile momento» (29.12.77).

Queste vistose variazioni stanno ad indicare una incertezza di fondo sulla consistenza numerica del fenomeno. Al MAE e al Ministero della P.I. Si parla di 50.000 studenti stranieri,mentre secondo l'ISTAT gli studenti stranieri in Italia sono 20.000. Secondo l'UCSEI (Ufficio Centrale Studenti Stranieri in Italia) sono 28.000. Se a questi vanno aggiunti gli studenti di altre scuole superiori si arriva a 50.000.

Perchè tanti studenti stranieri scelgono le Università italiane

Il numero chiuso delle università della maggioranza dei paesi stranieri, e quindi la severa selezione degli applicanti, il rinvio del servizio militare, il basso costo degli studi in Italia, la facilità con cui si superano gli esami e si consegue la laurea presso gli atenei italiani, la mancanza di università a indirizzo scientifico nei Paesi in via di sviluppo, costituiscono le principali motivazioni che i giornali adducono per spiegare la massiccia presenza di studenti esteri in Italia.

Alcuni giornali accennano anche alla mancanza di libertà a cui sono sottoposti gli studenti nei paesi governati da regimi dittatoriali. Non sono mancate accuse pesanti da parte di alcuni giornali nei riguardi degli studenti stranieri. «Una nazione seria non si lascia eleggere a parcheggio di incapaci e fannulloni, soltanto perchè i suoi studi sono più 'facili' e scollacciati» (Roma, 13.7.77). «Legione di scarto di altri pae-

...vengono per conoscere la nostra cultura e per l'alto grado di insegnamento soprattutto nelle facoltà di indirizzo scientifico PARE CHE ALL'UNIVERSITA'
METTERANNO UNA FACOLTA' DI
STREGONERIA PER VENIRE INCONTRO
AGLI STUDENTI AFRICANI ...



si» (Il Giornale, 7.7.77). Il Corriere della Sera ammette candidamente «venivano a studiare in Italia i giovani che non riuscivano a superare gli esami nelle più severe e esclusive università dei loro paesi». Ed Il Messaggero: «È noto che gran parte degli studenti stranieri vengono in Italia attirati da un clima universitario più 'facile', dopo essere stati scartati dagli atenei dei loro paesi» (30.6.77). «La motivazione dell'afflusso di questa massa di studenti nei nostri atenei (l'Italia è in testa) - scrive La Repubblica il 30.6.77 - si collega alla liberalizzazione dell'accesso all'università. In quasi tutte le nazioni c'è il numero chiuso o è previsto un esame di ammissione e allora chi può viene in Italia». Scrive La Nazione: «Sono costretti a lasciare i loro paesi per l'arretratezza delle istituzioni scolastiche... per particolari situazioni politiche che non permettono il regolare svolgersi degli studi, ma anche per conoscere la nostra cultura e per l'alto grado di insegnamento soprattutto nelle facoltà ad indirizzo scientifico» (26.4.77).

possibilità di accedere agli studi superiori» (1.7.77). Il quotidiano conclude quindi giudicando «razzista e libertici-

loni che vengono in Italia perchè la

università è dequalificata', ma di giova-

ni che trovano nel nostro paese l'unica

WELCOME TO ITALY

© Dossier Europa

da» il provvedimento Malfatti-Cossiga.

Per il Corriere della Sera si tratta di «un segno di decadenza» per «un Paese che ha storicamente il vanto di aver creato le prime università cosmopolite». Ciò viene ribadito anche in una nota della segreteria della CGIL-CISL-UIL: il provvedimento è «contrario alla tradizione culturale e nazionale». Ma si tratta anche, sempre secondo il Corriere della Sera di «un episodio di autarchia» perchè da tempo le nostre università sono «trasformate in gigantesche e caotiche fabbriche di titoli accademici». Il quotidiano infine depreca il provvedimento poichè si tratta di «una rinuncia ad esercitare una sia pur modesta funzione politico-culturale nel mondo».

Il Partito Radicale in una nota giudica il provvedimento come un provvedimento disciplinare: «Il fatto può significare solo una cosa: gli studenti stranieri in Italia, le loro organizzazioni particolarmente attive, con/e il movimento studentesco a fianco dei compagni delle nuove sinistre, si vogliono stroncare» (Ansa, 30.6.77). Tuttavia questa nota non è stata riportata dai giornali, sebbene qualche altro accenni a provvedimenti di carattere disciplinare e a motivi di ordine pubblico.

Nella nota della segreteria federale dei sindacali si accenna anche al fatto che il provvedimento è contrario «allo sviluppo dei rapporti della comunità scientifica internazionale, oltre che palesemente contraddittorio con gli accordi di cooperazione scientifica e tecnica con i paesi stranieri, in particolare con i paesi in via di sviluppo».

Il Convegno indetto dall'UCSEI a Roma il 27-28.12.77 «è stato organizzato per sollecitare il governo ad emanare

Reazioni

Le reazioni al ventilato provvedimento variano anche secondo le correnti politiche dei vari giornali.

Il Manifesto sostiene: «In genere il numero chiuso emargina i figli di famiglie meno abbienti che hanno meno strumenti culturali di base o hanno potuto dedicarsi con minor continuità allo studio. Non si tratta quindi di 'fannul-

...il CIEM ha affidato al CENSIS la realizzazione di una indagine approfondita sul fenomeno dei lavoratori stranjeri clandestini



nuove norme che regolino gli accessi universitari in sintonia con le esigenze e le aspirazioni degli studenti stranieri» (Il Mattino, 28.12.77).

Sempre secondo l'UCSEI «il ministero degli esteri sta già conducendo una indagine sullo sfruttamento e il lavoro nero degli studenti stranieri in Italia» (La Gazzetta del Popolo, 29.12.77).

L'UCSEI al Convegno ha chiesto «una legislazione adeguata sul soggiorno in Italia che li riconosca come studenti e non soltanto come stranieri che devono dimostrare di avere i mezzi leciti e sufficienti per il loro sostentamento» (La Stampa, 30.12.77).

La coerenza della politica italiana

Mentre il Senato discute in sede di commissione referente il disegno di legge governativo per la Riforma Universitaria, in giugno viene dato l'annuncio del blocco delle iscrizioni di studenti stranieri per due anni alle università italiane. «Il provvedimento... dovrà essere perfezionato in questi giorni da esperti dei due ministeri (Esteri, Pubblica Istruzione) in modo da permettere il varo di un decreto che avrà validità per tutte le università a partire dal 31 luglio» (Roma, 1.7.77). Viene successivamente chiarito che «per gli studenti stranieri il blocco sarà solo parziale... verranno fatte distinzioni tra quelli che vengono in Italia per aggirare il numero chiuso e chi, invece, viene per motivi validi» (La Repubblica, 1.7.77).

Il Presidente del Consiglio in visita a Washington in luglio annuncia la sospensione del provvedimento del blocco delle iscrizioni (cfr. Il Giornale, 2.8.77). «Dall'annuncio di un provvedimento di indiscriminata chiusura si è tornati indietro scegliendo di non far nulla» (ibid.) con evidente soddisfazione degli studenti stranieri «che avevano lanciato una campagna contro il 'neo-colonialismo' italiano in fatto di cooperazione culturale» (Il Tempo, 26.1.78). E dopo il congelamento e l'accantonamento i ministeri degli Esteri, Interno e Pubblica Istruzione ora «stanno... elaborando un nuovo regolamento che disciplini questi accessi, ma non si parla più di misure 'restrittive'» (ibid.). Si è quindi alla ricerca di soluzioni più eque e giuste che risolvano il problema del sovraffollamento degli atenei, la mancanza di adeguati strumenti di ricerca. Infatti si tratterebbe di una politica culturale sbagliata voler aprire le porte agli studenti del Terzo Mondo e poi inviarli a casa totalmente impreparati ad affrontare la problematica dei loro Paesi.

Intanto con l'inizio del nuovo anno si progetta una presa di coscienza maggiore: qualche cosa sta muovendosi.

«La federazione CGIL-CISL-UIL ha in corso contatti e incontri con i sindacati del Nord Africa e dell'Europa Meridionale che hanno immigrati in Italia. È in corso un convegno unitario, che si svolgerà probabilmente in aprile, sulle condizioni, sulla tutela pubblica e la difesa sindacale dei lavoratori stranieri in Italia. Del problema si è occupato recentemente anche il Comitato Interministeriale per l'Emigrazione, che ha affidato al CENSIS la realizzazione di una indagine approfondita sul fenomeno dei lavoratori stranieri clandestini» (INFORM, 28.1.78).

Inoltre «la federazione CGIL-CISL-UIL ha presentato al sottosegretario agli Esteri competente per i problemi della emigrazione, Foschi, uno schema di futuro accordo sugli spostamenti di manodopera tra Italia e Jugoslavia, messo a punto assieme alla CSY, la confederazione dei sindacati jugoslavi.

È la prima volta che i sindacati elaborano, a nome dei loro iscritti, cioè dei lavoratori e degli emigrati stessi, gli elementi essenziali di un accordo intergovernativo in materia di emigrazione. Lo schema di accordo italo-jugoslavo ha quindi il valore di un «prototipo»: prevede il regolamento degli spostamenti di manodopera, le garanzie per porre fine a trattamenti e assunzioni irregolari per i vari tipi di lavoro (permanente, stagionale, frontaliero), la parità di trattamento e di diritti (lavoro, salari, sicurezza sociale, famiglie, formazione, ecc.), la collaborazione dei servizi di collocamento» (Il Popolo, 27.1.78).

Speriamo quindi che le lotte sostenute a favore degli emigrati italiani vengano combattute con uguale generosità per gli immigrati stranieri di casa nostra.

«La società dovrebbe intervenire con leggi e strutture adeguate. La carenza di queste leggi e l'inesistenza di strutture sociali per l'accoglienza, l'ospitalità, l'orientamento e l'assistenza morale e materiale crea il vuoto in cui vengono a cadere gli stranieri» (L'Umanità, 14.9.77).



ACCERTAMENTO DELLA DISPONIBILITÀ DI LAVORATORI NAZIONALI AI FINI DELL'IMPIEGO IN ITALIA DI LAVORATORI STRANIERI

Sono stati richiesti, da aziende con sede nelle sottoindicate province, lavoratori stranieri in possesso di varie qualifiche.

Gli uffici provinciali del lavoro sono pregati, ai sensi della circolare ministeriale n. 51/22/IV del 4 dicembre 1963, di accertare con la massima urgenza se, nelle rispettive province, vi siano lavoratori nazionali idonei, disposti ad occupare i posti di cui trattasi e, in caso affermativo, di segnalarne i nominativi all'Ufficio provinciale del lavoro nella cui circoscrizione ha sede l'azienda richiedente.

PROVINCIA DI VERONA 25/78/S - Torri del Benaco PROVINCIA DI REGGIO EMILIA Una barista. 1532/77/S - Reggio Emilia 2 manovali di fonderia CONDIZIONI ESSENZIALI: La durata del rapporto di lavoro è di un anno. 26/78/S - Torri del Benaco 2 cameriere. 1533/77/S - Reggio Emilia 2 operai per fonderia. CONDIZIONI ESSENZIALI: La durata del rapporto di lavoro è di un anno. 27/78/S - Torri del Benaco Una aiuto cuoca. 1534/77/S - Reggio Emilia 1 manovale. 1535/77/S - Cavriago 28/78/S - Torri del Benaco 1 manovale di fonderia. 2 tuttofare (donne). 1536/77/S - Correggio 1 manovale metalmeccanico.

L'anno 1977 ha visto il proseguimento della «Konsolidierungspolitik»: integrazione degli stranieri nel sistema di una politica di sradicamento

GERMANIA 1977

BILANCIO DI UN ANNO DI EMIGRAZIONE (G. BAGGIO)

Dati statistici

Secondo l'Ufficio Statistico Federale in data 30.6.76 esercitavano un'attività lucrativa legale in Germania 1,9 milioni di stranieri. L'anno precedente erano 2,1 milioni e nel '74 2,8 milioni. Sono diminuiti notevolmente in particolare i lavoratori al di sotto dei 40 anni, mentre il numero dei lavoratori al di sopra dei 40 anni è rimasto pressoché costante.

Dall'introduzione della chiusura delle ammissioni di nuovi lavoratori stranieri (Anwerbestop) nel '73, circa 700.000 lavoratori stranieri sono rientrati al loro paese di origine.

Tuttavia il costante boom delle nascite presso gli stranieri e il ricongiungimento familiare hanno fatto crescere costantemente fino al '75 il numero totale degli stranieri nella RFT. Solo a partire dal '75 il numero dei rientri ha cominciato a superare quello delle nascite e dei ricongiungimenti familiari. Nel 1976 il numero totale degli stranieri dimoranti sul suolo tedesco è diminuito di circa 400.000 unità.

Punto centrale: la definizione della politica per gli stranieri nella RFT

L'anno '77 è stato caratterizzato in Germania dal proseguimento della politica di consolidamento «Konsolidierungspolitik», politica che ha avuto la sua espressione nelle tesi formulate dalla Bund-Laender-Kommission, costituita l'1.7.76 e che terminò il suo lavoro il 16 febbraio 1977.

Le tesi sono state accettate dalla 49ma Conferenza dei ministri del lavoro e dovrebbero costituire la nuova legge per gli stranieri che verrà presentata al Senato verso la fine del febbraio '78. Nel n.9/77 di Dossier Europa abbiamo presentato in forma abbreviata redatta dalla stessa Conferenza dei Ministri, le varie proposte che dovrebbero definire la futura politica della RFT nei confronti degli stranieri.

L'obiettivo ambizioso di arrivare a un concetto politico unitario, che definisca nei suoi vari aspetti e in modo globale il problema dei lavoratori stranieri e la conseguente politica da adottare, è certamente fallito. I risultati hanno messo in luce una serie di contraddizioni che sembrano inerenti a ogni tentativo di politica di immigrazione nell'Europa occidentale e che può essere ricondotta al fatto di voler rimediare a un fenomeno patologico quale è quello odierno delle migrazioni in Europa senza avere la possibilità di adottare delle vere riforme di struttura sul piano generale della politica economica a livello continentale e in favore di una inversione di tendenza nello squilibrio di sviluppo rispetto ai paesi terzi.

Il dilemma in cui si dibatte il progetto di legge è il tentativo - destinato al fallimento - di conciliare una politica che favorisca i rientri (Secondo Stingl, presidente dell'Ufficio Federale del Lavoro, il contingente dei lavoratori stranieri dovrà ancora scendere da 1,9 milioni a 1,5 milioni) e nello stesso tempo favorisca l'integrazione. Il risultato di fatto è quello di una politica a corto respiro, nazionalista e restrittiva, nonostante alcune enunciazioni di buoni propositi.

Dibattiti, pur così fondamentali, non trovano grande eco nella stampa tedesca e soprattutto le prese di posizione critiche giungono difficilmente all'opinione pubblica. Le equivocità di fondo del nuovo progetto di legge vengono chiaramente messe in luce da una presa di posizione del «Gruppo di lavoro dei giuristi socialdemocratici del Bayern» del 14 aprile '77.

Il gruppo di lavoro sostiene il mantenimento dell'Anwerbestop come principio fondamentale per una politica di consolidamento. Sui punti qualificanti per una politica di integrazione come il consolidamento dello status giuridico del diritto di soggiorno e sul ricongiungimen-

...una politica di corto respiro, nazionalista e restrittiva, basata sulla tesi equivoca: «La Repubblica Federale non è terra di immigrazione».



to familiare, le proposte della Commissione sono insoddisfacenti e in parte segnano un regresso nella politica per gli stranieri. Non trovano una adeguata considerazione esigenze a lunga scadenza, anche dal punto di vista dello sviluppo del mercato di lavoro, esigenze che sono state provate e più volte ripetute, in particolare non si tiene affatto conto delle 42 Tesi della ASY del 1974.

L'esigenza primaria di un consolidamento dello Status giuridico del diritto di soggiorno è stata fatta propria dalla Commissione, ma la sua concretizzazione non rende sicuro il diritto di soggiorno nella misura auspicabile.

Gli stranieri possono dopo 5 anni di soggiorno solo «di regola» - ma senza un vero diritto - ricevere un permesso di soggiorno illimitato, e inoltre il conseguimento di tale permesso viene legato al fatto di avere una abitazione conveniente, una conoscenza adeguata della lingua tedesca e l'attestato di frequenza della scuola per i figli. In questo modo non viene affatto tolta l'insicurezza degli stranieri, la pratica burocratica inoltre viene resa più difficile e viene aperta la strada a una serie di trattamenti discriminatori: questo soprattutto se si tiene presente che tutte queste misure si fondano sulla tesi - equivoca soprattutto per la sua imprecisione e per la possibilità di darle i contenuti che si vogliono - «la Repubblica Federale Tedesca non è terra di immigrazione».

Fondamentalmente la regolamentazione del diritto di soggiorno rimane insoddisfacente, l'acquisto della cittadinanza non viene facilitato, il diritto di soggiorno non è legato al permesso di lavoro ma corrono su due strade parallele.

In tal modo il quadro generale delle condizioni di soggiorno e di permesso di lavoro per gli stranieri non vengono affatto modificate: cambiamento che giustamente viene reclamato da quelle istituzioni che hanno quotidianamente a che fare con i problemi degli stranieri come i sindacati, le chiese, le associazioni assistenziali.

Le restrizioni al ricongiungimento familiare rimangono invece in vigore e in parte vengono anzi rinforzate. Lo «stichtag» 20.11.74 (giorno limite di entrata in Germania per poter ottenere un permesso di lavoro, chi è arrivato dopo per ricongiungimento familiare non può ottenerlo, NdR) viene solamente portato al 1.1.77.

Il diritto al lavoro per il coniuge che raggiunge il suo partner in Germania viene eliminato. Si lascia aperta la possibilità di negare in modo generale il ricongiungimento della famiglia ai giovani in età lavorativa. In tal modo si creano ulteriori ostacoli alla vita familiare degli stranieri.

Concludendo è da notare che la richiesta fondamentale di un miglioramento giuridico della situazione degli stranieri non viene realizzata. In tal modo vengono a mancare anche le premesse per una integrazione dei lavoratori stranieri e delle loro famiglie.

C'è quindi ragione di temere che le proposte positive per delle misure in favore della situazione scolastica, professionale e nel campo delle abitazioni degli stranieri non trovino un sostegno e un fondamento reale su cui poter svilupparsi :

L'incertezza degli obiettivi della politica federale si riflettono anche sulla confusione delle posizioni dei partners sociali.

Il «Comitato d'azione Concittadini stranieri» di Essen, in occasione del 1 maggio '77 si rivolge in un suo documento alla Unione sindacale tedesca (DGB), richiamandosi alle prese di posizione del Sindacato stesso, affinchè impedisca che la «Conferenza dei ministri del lavoro nella sua seduta del 25 aprile 1977 accetti e sancisca le proposte formulate dalla Bund-Länder-Kommission per lo sviluppo di una politica globale della manodopera straniera. Il progetto in questione è basato su una «ideologia del provvisorio», che la presidenza federale del DGB ha chiaramente rifiutato nel novembre del 1971.

Principi e richieste essenziali del DGB per una riforma del diritto degli stranieri formulate nel febbraio Lo stop all'immigrazione non deve essere aggirato attraverso il ricongiungimento familiare. Chi è fuori deve restare fuori.

Non è certamente dovere della RFT risolvere i problemi del mercato del lavoro e dell'occupazione giovanile in Europa.



del 1973 non sono state affatto tenute in considerazione nel progetto presentato. Già allora il DGB aveva qualificato il vigente diritto degli stranieri «con le sue restrizioni legate alla difesa dello stato nazionale» come anacronistiche. Esso mette in pericolo il processo di integrazione di fronte al fatto che «una parte sempre maggiore di lavoratori stranieri nel corso degli anni si stabilizza e si inserisce nella Repubblica Federale».

Tra le altre richieste del DGB che vengono disattese ci sono le seguenti:

- concedere il diritto al soggiorno illimitato dopo cinque anni ininterrotti di attività lavorativa in Germania.
- dare uno Status giuridico preciso dopo 10 anni di attività per quanto riguarda l'espulsione,
- garantire nell'ambito della Costituzione il diritto senza restrizioni dell'attività politica e alla libertà di espressione.

Sembra però che nel frattempo il DGB abbia virato di 180 gradi nella sua concezione sulla politica degli stranieri.

«Le richieste della frazione regionale dell'SPD (Partito socialista tedesco) per una liberalizzazione del diritto degli stranieri vengono appoggiate dal mondo dell'industria, del commercio e dell'artigianato, mentre vengono invece rifiutate in alcuni punti fondamentali dal DGB. Questo il risultato sorprendente di un incontro-dibattito sul tema della politica per gli stranieri tenutosi al Landtag a Stoccarda, su iniziativa dell'SPD» riferisce in un suo servizio del 24.11.77 la Südwest-Presse.

giornale di Ulm.

«La base di discussione era fornita da un documento che esponeva le tesi della frazione parlamentare regionale dell'SPD. In tale documento viene richiesto tra l'altro che la decisione se e quando rientrare al proprio paese deve essere fondamentalmente lasciata al lavoratore stesso. Inoltre dovrebbe finalmente essere riconosciuto dalle forze politiche che la RFT «è diventata di fatto una terra di immigrazione». Come corollario alle proprie tesi la SPD chiede l'intensificazione delle misure di assistenza in favore degli stranieri: misure in favore dell'integrazione, per coloro che vogliono integrarsi - misure in favore del rientro, per coloro che vogliono rientrare. In particolare la regolamentazione del permesso di soggiorno e del permesso di lavoro devono essere rese interdipendenti e liberalizzate in favore degli stranieri. Il portavoce del gruppo regionale del DGB, Gerhard Schäfer, si contrappose in alcuni punti fondamentali alle tesi dell'SPD. La RFT non è un paese di immigrazione, la stragrande maggioranza degli stranieri vuole rientrare al proprio paese. Schäfer si espresse in modo netto contro la concessione di nuovi permessi di lavoro per il coniuge e i figli che vengono in Germania nel quadro del ricongiungimento familiare. Lo stop all'immigrazione non deve essere aggirato attraverso il ricongiungimento familiare. Il rappresentante della città di Mannheim: «Coloro che sono fuori, devono restare fuori». Tutti gli altri intervenuti invece, in modo particolare i rappresentanti del mondo

economico, appoggiarono le tesi dell'SPD in favore di una maggiore compartecipazione degli stranieri. Il rappresentante della Camera dell'industria e commercio della città di Stoccarda, definì gli stranieri «parte irrinunciabile del nostro potenziale in forza-lavoro». Il rientro forzato degli stranieri non avrebbe come effetto quello di rendere posti di lavoro liberi per i tedeschi, ma semplicemente quello della soppressione tout-court di posti di lavoro. «Ciò che ci si sforza di fare per motivi umani e sociali - così dice il rappresentante della Camera dell'industria e commercio di Stoccarda circa la tesi dell'SPD - è ragionevole anche da un punto di vista economico».

Nel Baden Württemberg sono occupati attualmente circa 450.000 stranieri. Assieme ai familiari non esercitanti attività lucrativa sono circa 830.000. Il governo del Land ha presentato all'inizio dell'anno un progetto sugli stranieri, che prevede che la metà di questi rientri al proprio paese entro il 1985. Solo così è possibile secondo il governo risolvere i problemi che si pongono sul mercato del lavoro».

Ottica nazionale e difesa della pace sociale

Una delle preoccupazioni di fondo dei tedeschi è la difesa della occupazione della manodopera nazionale e il mantenimento della pace sociale, la cui possibile messa in pericolo da parte della presenza massiccia dei lavoratori stranieri è Il 60% degli stranieri non raggiunge il diploma della Hauptschule. Difficoltà linguistiche, mancanza di insegnanti specializzati mancanza di idee chiare: si va avanti empiricamente



un tasto che preoccupa fortemente in Germania.

«La RFT è o non è un paese di immigrazione? Il DGB difende la idea che la RFT non è un paese di immigrazione e nella sua politica si impegna affinchè non diventiamo né ufficialmente né di fatto un paese di immigrazione» afferma Heinz Richetr, della presidenza federale dei Sindacati tedeschi, sezione lavoratori stranieri, in una presa di posizione in risposta al documento finale del Convegno degli assistenti sociali spagnoli.

«Naturalmente il DGB non sottovaluta il fatto che in questo momento di transizione milioni di lavoratori stranieri con le loro famiglie sono venuti in Germania e che in tale contesto urge una chiarificazione dei problemi della seconda e terza generazione (voi conoscete il mio punto di vista su questi problemi); ma non partiamo dal fatto che entro breve o medio termine la maggior parte di questi lavoratori stranieri rientrerà al loro paese. Il proclamare non importa in qual modo che la RFT è un paese di immigrazione aggraverebbe la situazione e avrebbe come conseguenza l'anarchia del mercato di lavoro, che noi evidentemente come sindacato non possiano affatto accettare.

Anche le considerazioni che vengono fatte sul diritto degli stranieri non trovano l'appoggio del DGB e noi rifiutiamo decisamente l'affermazione che l'attuale diritto vigente per gli stranieri li discrimini nella loro vita sociale e personale e ne faccia degli uomini di seconda categoria. La formulazione delle prese di posizione degli assistenti sociali dà quasi l'impressione che i partecipanti al Convegno e gli estensori del documento vogliono quasi che si introduca la obbligatorietà di un permesso di lavoro anche per i tedeschi per risolvere i problemi degli stranieri: cosa ridicola e assurda, perchè non è certamente dovere della RFT risolvere i problemi del mercato di lavoro e i problemi della occupazione giovanile in Europa».

L'ottica fortemente nazionale con cui viene visto il problema dei lavoratori stranieri, che sembra essere ormai uno dei principali ostacoli a uno sviluppo armonico e pacifico della società tedesca, emerge dalla insofferenza che le prese di posizione di associazioni di lavoratori emigrati suscitano nell'ambiente tedesco, dall'incomprensione dei problemi spesso tragici che stanno dietro a un certo linguaggio massimalista, causato da una frustrazione profonda e non da presunte manovre tendenti a sovvertire l'ordine pubblico, in cui gli emigrati sarebbero le quinte colonne dell'infiltrazione del comunismo in Germania.

«Il presidente del DGB Vetter ha messo in guardia i lavoratori stranieri dall'importare nella RFT i conflitti politici dei loro paesi di origine. Gli stranieri che diventano apertamente attivi in tal senso e la cui attività può venir provata, devono essere, in osservanza rigorosa dei principi fondamentali del nostro stato di diritto, essere espulsi immediatamente al più presto dalla RFT».

Di fronte al documento del Convegno degli assistenti sociali spa-

gnoli e del Convegno della FIDEF, la Federazione delle associazioni turche che raccoglie più di 35 associazioni regionali, Rolf Weber, Bundesvereinigung Köln, reagisce vedendo una manovra dei paesi dell'Est per ritorcere sulla RFT l'accusa di violazione dei diritti dell'uomo, che verebbe perpetrata sugli emigrati. A questa campagna si presterebbero i «nütlichen Idioten» gli utili idioti - presenti in ogni strato della società (assistenti sociali, parroci protestanti, assistenti del Caritas Cattolico).

Herbert Leuninger, l'incaricato degli stranieri per la diocesi di Limburg, definisce il tentativo di una politica che a parole proclama l'integrazione e dall'altra riafferma il concetto che la Germania non è un paese di immigrazione (ciò che comporta la rotazione più o meno forzata della manodopera straniera) una «integrierende Entwurzetlungspolitik»: integrazione nel sistema di una politica di sradicamento.

Scuola e giovani

I problemi che maggiormente preoccupano e fanno da sfondo a questo dibattito sulla politica per gli stranieri nella RFT sono quelli della presenza massiccia di ragazzi stranieri nelle scuole e dall'affacciarsi di una generazione di giovani sradicati «che potrebbe mettere in pericolo la pace sociale». È il tema più ricorrente nella stampa tedesca quando si interessa della presenza dei lavoratori stranieri in Germania.

«Se la vita nelle città del nostro paese nei prossimi anni sarà ancora

Organismi come il Comitato d'Intesa Nazionale e i Comitati Cittadini si sono sgonfiati nel giro di una stagione, rivelandosi fragili alla critica contraddittori sul concetto di unitarietà, quasi incosistenti a livello organizzativo

sicura e umana dipenderà come non ultimo fattore dal fatto se riusciremo o meno a dare alla seconda generazione degli stranieri, cioè ai ragazzi che sono nati qui, un lavoro e delle reali possibilità di formazione all'interno delle strutture della nostra società» (Holger Börner, davanti al Congresso dell'SPD, Amburgo nov. '77 citato da Neue Hessische Zeitung, 27.1.78).

«SPD e FDP mettono in guardia: bambini stranieri = esplosivo sociale. Il problema dei bambini stranieri che non possiedono nessuna vera patria. Assieme all'integrazione favorire anche la disponibilità al rientro» (Badische Zeitung, 26.1. 78).

«Nelle scuole di Berlino aumentano gli stranieri e diminuiscono i ragazzi tedeschi. Specialmente nei quartieri dove si concentrano gli stranieri, la situazione si fa critica. In una scuola elementare di Weddinger su 151 alunni che inizieranno la scuola nel 1981, 131 saranno stranieri. In una scuola di Kreuzberger su 135, 115 saranno stranieri. Il 60% degli stranieri non raggiunge il diploma della Hauptschule. Difficoltà linguistiche, mancanza di insegnanti specializzati, mancanza di idee chiare: si va avanti empiricamente» (Frankfurter Rundschau, 4.2.78).

«Più di 1 milione di ragazzi stranieri vivono nella RFT. 45.000 all'anno raggiungono l'età della professione, non trovano però né posto di lavoro né di apprendistato: sono analfabeti bilingui. Il tedesco lo parlano male come pure la loro lingua materna. Due terzi non terminano la scuola con nessun diploma, cadono presto ai margini della società, diventano la manovalanza generica. Gli esperti mettono in guardia: materiale esplosivo per il domani» (Der Spiegel, 26.12.77).

«La Hauptschule diventa una scuola per stranieri. I bambini tedeschi saranno presto una minoranza. Fino al 1985, così dicono i politici dell'istruzione, il peggio sarà passato, la 'montagna di scolari' comincerà a calare. Ma proprio in concomitanza con ciò emerge un nuovo grosso problema sociale e politico. Nelle Hauptschule tedesche non ci saranno quasi più - per dirla in modo brutale - bambini tedeschi. Questo emerge da una inchiesta statistica condotta dal Landesamt su sollecitazione del nostro giornale. Nel 1985, nelle 25 città prese in considerazione l'80% dei ragazzi nella Hauptschule saranno stranieri. Si dice che questi bambini nati in Germania avranno poche difficoltà con la lingua. Questo sarà vero per la matematica, la biologia, lo sport e la musica. Ma come sarà con le discipline che sono strettamente legate alla lingua materna e che hanno carattere nazionale come il tedesco, la storia ecc.?

Come dovranno essere preparati i maestri di tali classi? Quanto numerose dovranno essere tali classi? E che influsso sociale avrà la presenza preponderante degli stranieri sui ragazzi tedeschi? Per i nostri politici dell'istruzione è tempo di passare a riflettere su questi problemi (NWZ Göppinger Kreisnachrichten 17.12.77).

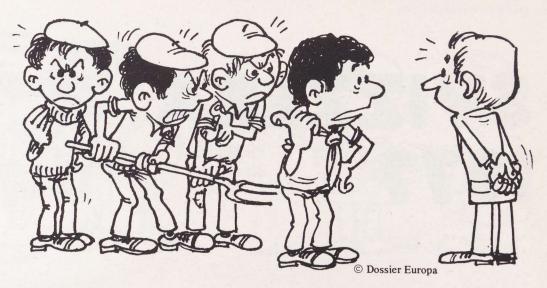
«Nel 1982 in molti distretti scolastici della città di Duisburg non sarà più possibile formare una sola classe elementare con scolari tedeschi. Statistiche del Schulamt prevedono che in 13 scuole elementari la presenza degli stranieri supererà 1'80%. Il progetto di istituire delle scuole turche è naufragato di fronte al decreto ministeriale che prevede che i ragazzi stranieri vanno scolarizzati nelle scuole tedesche. Il Consigliere per i problemi scolastici Hans Lorenz riferisce fra l'altro sulle tragedie quando i ragazzi nati e cresciuti in Germania vengono a 15-16 anni rispediti a casa in Turchia per il matrimonio con compaesani. Difficoltà anche con i corsi di Corano, con i quali i giovani vengono sovraccaricati e non possono impegnarsi adeguatamente per la scuola normale. I lettori del Corano preferiscono inoltre metodi educativi che mal si adattano alla nostra mentalità e al nostro sistema pedagogico» (Ruhr-Nachrichten, 23.11.77).

Emigrazione italiana

I problemi dell'emigrazione italiana sono marginali nell'attuale dibattito politico tedesco, perchè inseriti nei regolamenti comunitari. In quanto cattolici però sono oggetto delle cure di una forte rete di assistenza sia religiosa che sociale e sono il terreno su cui opera direttamente la Chiesa cattolica tedesca.

La situazione della emigrazione italiana organizzata viene descritta con realismo e senza mezzi termini da C. Mosna, direttore del Corriere d'Italia in un editoriale del n. 36, 11.9.77: «NELLA CENERE GLI ORGANISMI DI PARTECIPAZIONE: in fase di stanca tutta l'emigrazione in Germania - Un momento

ABBIAMO ALLE SPALLE MIGLIAIA DI LAVORATORI!!!



caratterizzato dalla crisi - Assopita la vita associativa - I Comitati di intesa non si intendono - I sindacati scuola non si parlano.

Noi speriamo soltanto che dipenda dalle ferie. Ma ci sono motivi per dire che la crisi degli organismi di partecipazione in emigrazione deriva da radici più profonde.

Nei due semestri fra il 1976 e il 1977 si sono moltiplicate le battute di arresto, gli episodi di divisione e la scomparsa progressiva di svariati strumenti di partecipazione a livello nazionale e regionale.

Organismi come il Comitato d'intesa nazionale e i Comitati si sono sgonfiati nel giro di una stagione, rivelandosi fragili alla critica, contraddittori sul concetto di unitarietà, e quasi inconsistenti a livello organizzativo. Anche gli organismi di partecipazione scolastica (Coascit e simili) come strumenti di partecipazione sono scomparsi e sopravvivono a mala pena come enti amministrativi.

Il decreto legge 61 sulla scuola all'estero, approvato dalla Camera, ha inferto il colpo finale, rendendoli superflui in previsione di altri organismi previsti dalla legge. Poi l'inattesa decadenza del decreto legge al Senato che si è ingoiato e la legge e i Coascit. L'Intercoascit è caduto nello stesso trabocchetto con il finale tragicomico dello scambio di persona.

La vita associativa, sia quella dipendente dai partiti che quella autonoma (ACLI-FAIEG) se non si è spenta si è coperta di cenere per celare l'inattività e la mancanza di prospettive e le divisioni.

I sindacati scuola all'estero han-

no consumato nelle ultime tre stagioni le poche energie a loro disposizione, dilaniandosi fra loro e contendendosi gli iscritti.

Il folto gruppo degli assistenti sociali del Caritas che potenzialmente sono in grado di creare aggregazione e allargare le basi di partecipazione sono ancora alla ricerca di una linea, mentre già si addensano sull'orizzonte le nubi minacciose dell'epurazione (sollevamento dall'incarico del Referent nazionale, don Giovanni De Florian, solo per aver iniziato un processo di rinnovamento all'insegna delle nuove istanze della emigrazione).

Restano le missioni cattoliche che, bene o male, con o senza ritardi sulla tabella di marcia dello sviluppo dell'emigrazione, sono sempre state centri propulsori di iniziative e di incontri, anche se obiettivamente i loro responsabili sono stati pagati per questo lavoro.

Ebbene anche le missioni sono coinvolte necessariamente in questa crisi, per la crisi a catena che investe gli altri organismi e le altre associazioni.

Le nuove linee emerse dagli ultimi convegni con le quali i responsabili delle missioni si impegnavano a collaborare con gli altri organismi e a rinunciare all'opera di supplenza ove sottentrino altre più qualificate forze statali, partitiche, associative e sindacali, minacciano di essere rimesse in discussione.

In effetti a chi affidare responsabilmente opere già esistenti, a quali organismi se questi organismi versano in una delle più grosse crisi degli ultimi anni?».

Fra i primi responsabili della cri-

si l'autore annovera i partiti. Il loro ruolo è irrinunciabile nella vita democratica, basta che non facciano prevalere logiche di cabale politiche interne e resistano al tentativo di un imperialismo che confisca tutto lo spazio sociale proprio delle associazioni senza peraltro riuscire ad assumersi il loro ruolo di aggregazione. Viene poi la rottura quasi totale dei sindacati scuola in emigrazione, e la mancanza totale di intesa nei comitati unitari.

Ci sembra di poter aggiungere che l'emigrazione italiana è purtroppo incapace di svolgere oggi in Europa un ruolo che dovrebbe essere il suo: quello di diventare l'elemento propulsore, e catalizzatore di una politica globale e unitaria europea sulla immigrazione: sia quella comunitaria che quella proveniente dai paesi terzi. Alla radice ci sta naturalmente la debolezza congenita dell'Italia ad essere una partner di un pur qualunque peso all'interno delle vicende dell'Europa.

Una emigrazione disunita, non solo tra una nazionalità e l'altra ma anche all'interno degli stessi gruppi nazionali, politiche europee sempre più nazionalistiche in cui ogni stato cerca di correre ai ripari entro i suoi confini come può: il quadro non è certo ottimistico.

I marginali sono i costruttori del Regno di Dio secondo il Vangelo: non è scritto e promesso in nessuna parte che saranno anche i costruttori dell'Europa.

G. Baggio

SVIZZERA 1977

L'amaro bilancio della politica immigratoria della Confederazione nel '77: proprio quando la Svizzera pensa di tenerseli, gli stranieri se ne vogliono andare.

BILANCIO DI UN ANNO DI EMIGRAZIONE (T. POZZI)

1. Dati statistici

La popolazione straniera ha registrato a fine dicembre 1977 un ulteriore calo, passando da 958.599 a 932.743 (-25.856 rispetto alla fine 1976). La diminuzione è stata contenuta grazie anche ad un leggero miglioramento della situazione economica. Anzi, da varie parti, i datori di lavoro sollecitano dal governo federale un aumento del contingente dei nuovi permessi. Sta diventando preoccupante il fenomeno dei lavoratori clandestini.

Gli stagionali sono di nuovo aumentati da 60.000 a 67.000. Significativo è il fatto che il decreto federale dell'ottobre 1977 abbia previsto un tetto massimo di 110.000 unità per permessi stagionali.

Le nascite degli stranieri sono invece in forte regresso. Dal '70 al '76 sono diminuite del 35%. Pur non disponendo delle cifre definitive, si può presumere che i nati nel '77 non supereranno i 18.000 mentre nel 1970 erano circa 30.000.

In ogni modo gli stranieri nelle classi giovani di età sono, proporzionalmente, aumentati rispetto agli svizzeri. Su 100 stranieri 35 sono sotto i 20 anni, su 100 svizzeri solo 28.

2. La politica governativa

Il governo federale ha dovuto confrontarsi nel marzo '77 con altre

due iniziative antistranieri. Il popolo svizzero le ha bocciate con una netta maggioranza (75% di no). Schwarzenbach ha buttato la spugna ed ha dichiarato che da parte del suo partito non saranno intraprese nuove iniziative contro gli stranieri. Il suo collega Oehen invece non sembra arrendersi. Il partito dell'Azione Nazionale, pur avendo tolto nell'assemblea di ottobre la denominazione «contro l'inforestieramento» ha ancora in cantiere la raccolta di firme per una «iniziativa per la protezione dei lavoratori svizzeri». A partire dal 1978 il lancio di iniziative popolari è più difficoltoso poichè un'iniziativa per poter essere sottoposta a votazione ha bisogno di 100.000 firme (prima 50.000).

I partiti di sinistra, i sindacati e le Chiese hanno accusato ad ogni modo il governo federale di avere in pratica ceduto alle pressioni degli antistranieri portando avanti una politica intimidatoria che fomenta i cosiddetti «rientri volontari».

Anzi l'allarme per la fuga degli operai stranieri, specialmente italiani, parte dagli imprenditori. La Handelszeitung del novembre 1977 usciva con un editoriale dal titolo: «I migliori se ne vanno?» Riportiamo alcuni stralci: «2000 lavoratori stranieri ogni mese lasciano la Svizzera. Fra loro molti domiciliati (cioè in Svizzera da più di 10 anni, n.d.r.) ... Non sono i peggiori a far fagotto. In molti, in quasi tutti i casi si tratta dei più adattabili, dei più intraprendenti, dei più mobili. Soprattutto sono i 'quasi cittadini', vicini alla mentalità svizzera... Spesso si tratta di forze-lavoro insostituibili...

Finora si argomentava: più operai abbandonano la Svizzera, tanto meglio il Consiglio federale può mantenere le sue promesse politiche. Questa promessa ha ancora un senso? Non è forse superata dagli eventi politici? E, dal punto di vista della politica economica, non compiamo forse la più grande stupidità, a lasciare partire forze di lavoro, delle quali la Svizzera fra pochi anni avrà urgentissimo bisogno?»

Tramite la Commissione Consultiva federale sul problema degli stranieri (EKA) il governo federale ha tentato di rispondere a queste accuse e preoccupazioni chiamando in causa la recessione (vedi documento EKA pubblicato in Dossier Europa, n. 11, 1977). Ma nell'articolo citato si incalza: «Siamo onesti: noi lasciamo partire gli stranieri, anche se in fondo, non abbiamo più una disoccupazione congiunturale. Lasciamo partire ogni mese migliaia di forze lavoro, non facciamo nulla contro l'insicurezza, la paura di licenziamento che serpeggia fra gli operai stranieri... È l'economia che deve servire all'uomo e non l'uomo all'economia. E ciò non deve forse valere anche per i nostri concittadini stranieri?».

Al rimprovero di non perseguire una politica di promozione dell'integrazione degli stranieri di nuovo il governo ha risposto con ripetuti documenti dell'EKA:

- Promovimento dell'integrazione sociale degli stranieri grazie all'insegnamento scolastico impartito ai loro figli.
- L'integrazione sociale degli stranieri nelle città e nei comuni.
- Attività della Commissione Con-

Su tutto incombe come una spada di Damocle la revisione della legge sugli stranieri (ANAG)



sultiva federale per il problema degli stranieri.

- Quale contributo possono dare le comunità di lavoro nell'ambito dell'insegnamento della lingua ai lavoratori stranieri?
- Politica verso gli stranieri praticata nei diversi paesi dell'Europa occidentale, con particolare riguardo alle iniziative di aiuto sociale e di integrazione nella comunità nazionale.
- Elenco delle principali istituzioni incaricate dell'aiuto sociale agli stranieri e della loro integrazione sociale in Svizzera.

Bisogna prendere atto della buona volontà di questa Commissione. Finalmente il governo si interessa degli stranieri anche in assenza di iniziative antistranieri. Meno confortante è il dato rilevato proprio dai documenti sopracitati: la Svizzera è il paese europeo che stanzia meno fondi per l'integrazione degli stranieri. Inoltre le innumerevoli comunità di lavoro elencate nel documento EKA sono gestite paternalisticamente e gli stranieri vi sono presenti in parte esigua.

Le iniziative per costituire commissioni consultive degli stranieri vanno a rilento. Su tutto incombe come una spada di Damocle la revisione della legge sugli stranieri (ANAG) per il suo carattere poliziesco, per gli ampi poteri discrezionali lasciati agli uffici amministrativi, per le suddivisioni in categorie diverse di lavoratori stranieri, per la disparità di statuto fra lavoratore svizzero e lavoratore straniero, per il mantenimento dello statuto dello stagionale.

I risultati della procedura di con-

sultazione sono stati raccolti in un enorme volume pubblicato nel maggio 1974. Le prese di posizione che contano (i governi cantonali e i datori di lavoro) sono sostanzialmente d'accordo con il progetto di legge. I partiti socialista e democristiano sono quelli che hanno espresso maggiori riserve. Più reticenti i sindacati, se si eccettuano i cristiano-sociali. Una posizione energica e critica hanno preso le Chiese e varie organizzazioni umanitarie, ma il loro peso politico è molto limitato.

Il fatto che la legge non sia stata ancora discussa in parlamento potrebbe far sperare in alcuni miglioramenti in seconda lettura.

Fatto consolante è che finalmente l'iniziativa «Mitenand» per una nuova politica degli stranieri sia stata depositata nell'autunno scorso corredata delle firme necessarie. Non è molto probabile che venga sottoposta a votazione.

I promotori stessi si aspettano che serva almeno da pressione per modificare il progetto di revisione ANAG, da loro considerato «quantitativamente e qualitativamente non molto più di una nuova legge di polizia degli stranieri».

A livello legislativo sono in vigore a partire dal 1978 nuove disposizioni circa l'ottenimento della cittadinanza svizzera da parte di bambini e giovani fino ai 22 anni, figli di madre svizzera e padre straniero. In base ad esse alcune decine di giovani emigrati potranno ottenere con un minimo di spesa (Fr. 50) e di documenti la cittadinanza svizzera.

Controversa rimane la questione

dei frontalieri, i quali devono versare i contributi di assicurazione contro la disoccupazione, ma possono percepire una indennità solo in caso di disoccupazione parziale.

Il '77 si è chiuso con un amaro bilancio della politica immigratoria della Confederazione, anzi con un paradosso: proprio quando la Svizzera pensa di tenerseli, gli stranieri se ne vogliono andare. Non si sono mai sentiti a casa loro, ora ancora meno.

Ma forse questo malessere è quello che ci vuole per il ... benessere della Svizzera.

3. La seconda generazione

I figli degli stranieri, soprattutto quelli nati e scolarizzati in Svizzera stanno diventando il centro di dibattito e di preoccupazione delle organizzazioni degli emigrati e delle istituzioni svizzere. Essi sono considerati dalla Svizzera come una chance alternativa all'immigrazione di nuova manodopera. Conoscendo la lingua locale, disponendo in genere di una migliore preparazione scolastica e professionale, potrebbero essere meglio assorbiti nel processo produttivo e integrati nel sistema sociale.

Da parte straniera si accusa la Svizzera di voler, attraverso la selezione e la discriminazione nella scuola, programmare la generazione di manovali del domani. Onestamente in Svizzera non si può parlare di evasione dall'obbligo scolare né di non espletamento della scuola dell'obbligo. Ma la maggioranza dei figli degli emigrati termina la scuola senza avere davanti a sé un

VUOL PROVARE IL COCKTAIL "HELVETIA"?!? 12% STRANIERO, IL RESTO PRODOTTO NAZIONALE ... © Dossier Europa

Un aspetto problematico della seconda generazione è il suo situarsi ambivalente tra due identità socio-culturali

futuro professionale qualificato. È attualmente all'esame del Consiglio degli stati la nuova legge sulla formazione professionale approvata dal parlamento che prevede un tirocinio professionale sommario nei tempi e nei contenuti (Anlehre) che praticamente equivale ad un avviamento verso attività manuali.

Un aspetto problematico della seconda generazione è il suo situarsi ambivalente tra due identità socioculturali. È questa una realtà più intuita e supposta che provata e vagliata con ricerche psicosociali. In un convegno organizzato dal Centro Studi di Boldern nella primavera scorsa si è parlato di «weder-noch Generation», cioè di una generazione che non è né l'uno né l'altro. Ciò ha riscontro nell'allarme che le associazioni degli emigrati e anche le Missioni Cattoliche hanno dato circa la propria sopravvivenza. I membri più attivi dell'emigrazione organizzata sono della prima generazione; molti di loro sono rientrati, si assiste ad un invecchiamento dei quadri. Da tutti si lamenta la difficoltà di far presa sulle leve giovanili. Si ha l'impressione che i giovani emigrati prendano le distanze da tutto ciò che fa riferimento al paese di origine sia nei contenuti, sia 'nei metodi, sia nella struttura organizzativa. Significativa al riguardo è la crisi di crescita del movimento associazionistico che ruota intorno alle Colonie Libere (cfr. Dossier Europa, n. 7-8, 1977). Lo stesso PCI che in questi ultimi tre anni ha intessuto una organizzazione capillare di sezioni, circoli e federazioni, che ha orientato verso il consenso numerosissime associazioni (associazioni regionali, Comitati Cittadini, Comitati dei genitori ecc.) conta i propri aderenti quasi unicamente tra gli emigrati della prima generazione. Né si può dire che le organizzazioni svizzere risultino più attrattive alla seconda generazione. Indubbiamente la gioventù svizzera è più aperta verso i propri coetanei stranieri di quanto non lo siano gli adulti svizzeri verso la prima generazione. Ma i punti di incontro sembrano essere quelli definiti «non impegnati», e cioè i momenti del tempo libero (sport, di-

Ciò in parte ha portato l'associazionismo a chiedersi se questo comportamento di «evasione» dei giovani emigrati non debba mettere in questione i metodi e i contenuti dell'associazionismo stesso degli emigrati, non più corrispondente alle aspettative e alla mentalità della

giovane emigrazione.

I Centri Studi Riuniti hanno organizzato nell'estate scorsa a Villabassa (Bolzano) un campo scuola con la partecipazione di giovani della seconda generazione (cfr. Dossier Europa, n. 10, 1977). Esperienze di altri paesi (la Francia ad esempio) hanno dimostrato che la seconda generazione ha dato un contributo di ricambio e di ringiovanimento dei quadri a livello locale. Ciò sembra avvenga in misura indirettamente proporzionale alla presenza di associazioni che fanno un discorso prevalentemente orientato verso il gruppo etnico.

D'altra parte in Svizzera, il clima di instabilità psicologica provocato dalle continue iniziative antistranieri, dalla catena dei licenziamenti

motivati con la recessione (in realtà conseguenti ai processi di ristrutturazione dell'apparato produttivo) rende problematica l'integrazione nella società locale.

I giornali dell'emigrazione (cfr. Corriere degli Italiani, 25.6.77) hanno pubblicato testimonianze di bambini italiani che hanno fatto proprio il sentimento di estraneità dei loro genitori e pensato all'Italia come al paese in cui trovare una sistemazione sicura e definitiva. In altre testimonianze risalta il conflitto tra le scelte dei genitori (Italia) e quelle dei figli (Svizzera).

Ciò è stato dimostrato anche dalle storie di vita raccolte nel libro di Giovanni Rovere (Testi di italiano popolare, CSER, Roma, 1977).

La Commissione Consultiva (EKA) vede una soluzione a questa situazione di insicurezza nella aumentata partecipazione degli emigrati alla vita del paese ospitante: creazione di organismi consultivi degli stranieri, partecipazione diretta degli stranieri agli organismi della Scuola. Ma a livello locale (Cantoni, Comuni) si registrano notevoli resistenze da parte svizzera. Gli stranieri infatti nel rivendicare una maggior partecipazione, postulano anche un radicale cambiamento del sistema scolastico e professionale impostato in modo tale da privilegiare i ceti superiori e medi. Tale politica di integrazione funzionale e di esclusione sociale degli emigrati provoca il circolo vizioso del ghetto.

Una recente inchiesta condotta a Zurigo parla di crescente «criminalità» tra i giovani emigrati. Si tratta di gruppi marginali di giovani, con



carente formazione scolastica con conseguente difficoltà a inserirsi nella vita professionale e frustrati nelle aspirazioni ad un posto di lavoro e a un livello di vita non così discriminati come quelli dei loro genitori.

Qualche anno fa gli studiosi parlavano di bambini emigrati superadattati (Ueberanpassung) aventi un comportamento di formale accettazione dello stile di vita locale e nel contempo coartati nello sviluppo intellettivo e affettivo. Ora questi bambini così calmi e bene assimilati, diventati giovani sembrano scuotersi come da un lungo sonno e diventano «devianti». Si tratta di una spia d'allarme o semplicemente di un fenomeno a dimensioni ridotte?

4. L'Associazionismo degli emigrati

Da alcune parti si è parlato di una battuta d'arresto. Altri parlano di pausa di riflessione, altri di crisi, altri di conflitti rinnovati e mai risolti. A partire dal Convegno di Lucerna (1970) si era assistito ad un crescente movimento unitario delle associazioni sfociate nel Comitato Nazionale d'Intesa (CNI) e poi nei Comitati Cittadini d'Intesa (CCI). Si era operata una saldatura tra associazioni progressiste e moderate ed un superamento di blocchi ideologici (ad es. tra Colonie Libere e Missioni Cattoliche). La Conferendell'Emigrazione Nazionale (1975) aveva suggellato questa specie di patto associativo: convergenza su azioni concrete da intraprendere: democratizzazione dei Comitati Consolari, appoggio all'iniziativa «Mitenand», gestione sociale della scuola italiana all'estero.

In realtà già la designazione dei rappresentanti alla Conferenza Nazionale dell'emigrazione era avvenuta con operazioni di vertice e con compromessi non accettati da tutte le varie componenti. Era inevitabile che si arrivasse ad una sorta di partitizzazione dell'emigrazione, con tutti i riflessi e riflussi provenienti dalla situazione italiana. Non è realistico e non è logico pretendere che ciò non avvenga in Svizzera, un paese al confine con l'Italia e che ha sempre presentato una forte mobilità nelle correnti migratorie. Si può forse dire anche di più: non è giusto che i partiti politici italiani debbano essere estromessi dall'associazionismo degli emigrati. Si corre il rischio di cadere nel qualunquismo, in giochi sotterranei di potere, senza un corretto rapporto con le istituzioni dello Stato, in prima linea il parlamento.

Ma d'altra parte è altrettanto importante salvaguardare L'autonomia delle associazioni degli emigrati, i cui scopi, ambiti d'azione, criteri di appartenenza non possono ricondursi a quelli dei partiti politici.

Queste analisi e queste valutazioni di principio sono rimbalzate da un giornale all'altro dell'emigrazione, sono emerse nei vari convegni, hanno avuto un rilievo sofferto nel Convegno delle Colonie Libere che è indubbiamente uno dei momenti più importanti per sentire il polso dell'associazionismo degli emigrati italiani in Svizzera.

Il compromesso raggiunto sui tre Comitati Consolari di Basilea, Baden, Zurigo, dove erano avvenute le discusse elezioni senza la partecipazione della DC e associazioni connesse, ha messo in evidenza la precarietà dell'unità raggiunta nel CNI, il PSI ha rifiutato il compromesso, ritirando i propri rappresentanti e inoltre è uscito dalla segreteria del CNI proponendone in modo indilazionabile la ristrutturazione. La DC in qualche modo è rientrata dalla finestra tramite i tre membri designati dal Console.

Con difficoltà è stato raggiunto di nuovo in autunno un accordo sul modo di procedere alla ristrutturazione del Comitato Nazionale d'Intesa, da due anni ormai tramandata di mese in mese. Sono stati fissati luogo e data: Olten, 4-5 marzo 1978. Ora sembra che tutto sia slittato, nell'aspettativa che si chiarisca la crisi governativa in Italia.

Rimangono quindi sul tappeto importanti nodi da sciogliere perchè l'emigrazione associata possa trovare una intesa poichè le divisioni tornano a svantaggio della azione delle associazioni verso gli emigrati, e fanno il gioco del disimpegno sia del governo svizzero sia di quello italiano.

In breve: in che misura il rafforzamento dei partiti (anche la DC avrà quest'anno il suo primo congresso) equivalga ad un dissanguamento dei quadri delle associazioni o ad una loro funzione puramente subalterna? Quale unità è realizzabile tra le associazioni, senza cadere nell'egemonia di una componente, poichè si può correre il rischio che gli altri non ci stiano (ciò

COSA VOLETE ANCORA?!
VI ABBIAMO DATO IL CNI, IL
COCOCO, IL CCI !!...

A CHI ?!?

Come trovare credibilità presso l'emigrazione non organizzata, diffidente di tutto quello che sa di politica?

che è già avvenuto a vari livelli: CNI, CoCoCo, CCI, Associazioni Regionali)? Come trovare credibilità presso l'emigrazione non organizzata, diffidente, a torto, di tutto quello che sa di politica, per non correre il rischio di rappresentare nessuno? Come evitare che l'aggancio con l'Italia non si traduca in una perdita di tempo ed in uno svilimento della forza contrattuale delle associazioni nei confronti della società locale?

In definitiva, tenendo presente la seconda generazione e la stabilizzazione dell'emigrazione, il lavoratore emigrato ha il diritto e il dovere di impegnare le proprie risorse organizzative per divenire cittadino del paese dove lavora e vive, partecipandone al rinnovamento democratico con il contributo originale della propria cultura e della propria identità. È forse una lotta più impegnativa e più efficace che tentare di ricostruire la piccola Italia in Svizzera con tutti i suoi pregi e i suoi difetti.

5. Le iniziative degli emigrati

Nonostante la problematica sopradescritta l'emigrazione italiana in Svizzera ha dimostrato nel '77 un fervore di iniziative nel settore della scuola, della formazione professionale, dell'emancipazione della donna, della difesa dei diritti democratici.

Ne sono testimonianza numerosi convegni, cui hanno partecipato le componenti più attive e sensibili da parte svizzera. In molti cantoni e comuni, su sollecitazione degli emigrati, si sta avviando la costituzione di organismi consultivi degli emigrati. I comitati dei genitori si stanno organizzando ovunque, mettendo in atto iniziative di pre-interdoposcuola. È stata portata a termine una inchiesta della Università di Zurigo sulla donna emigrata, condotta in collaborazione con le assodegli emigrati ciazioni ATEES) che si diversifica dalle solite, per il fatto che nello stesso tempo è stata un'occasione di dibattito, di informazione e di sensibilizzazione ai problemi della donna emigrata. A Zurigo, a Basilea, a Berna sono sorti Consultori per la donna e per la famiglia, un settore di intervento finora lasciato in disparte.

Vi è una ripresa dell'associazionismo regionale, in concomitanza con l'emanazione delle leggi regionali per gli emigrati e con la costituzione delle Consulte regionali per l'emigrazione. Ripresa non solo quantitativa ma anche qualitativa, superando un rapporto di tipo nostalgico e clientelare con un impegno nella direzione di rendere partecipi gli emigrati alla vita della regione, alla sua programmazione, all'investimento dei risparmi, alla politica dei rientri.

Lavoratori emigrati sindacalizzati sono stati un momento determinante in alcune vertenze che hanno dato un po' di grinta all'allineato sindacalismo elvetico, come nel caso della Franke AG di Aarburg, della Visco-Suisse di Lucerna, del «Manifesto 77» ad opera di una corrente progressista all'interno delle FLMO che ha criticato aspramente i

© Dossier Europa vertici sindacali di cedimento alle posizioni padronali e di repressione all'interno della struttura sindacale. Se da una parte le rivendicazioni sindacali degli insegnanti dei corsi di lingua e cultura hanno dato l'impressione di attestarsi su posizioni corporativistiche, dall'altra sono state anche un momento di collegamento con l'emigrazione organizzata e impegnata nella soluzione dei problemi della scolarizzazione dei figli degli emigrati.

Certo non ci voleva un ulteriore rimando dell'attuazione della gestione sociale. Ma qui ha giocato quel complesso intreccio politico descritto al n. 4.

Infine i nuovi Comitati Consolari usciti dal compromesso hanno, nonostante tutto, portato una ventata di partecipazione e di interesse alla gestione della cosa pubblica nella emigrazione. Rimane comunque indilazionabile l'approvazione di una legge sui Comitati Consolari che ponga fine ad un ibridismo statutario e a soluzioni improvvisate che non lasciano contento nessuno.

Le due visite dell'on. Foschi, in primavera ed autunno, se hanno sciolto qualche nodo, hanno di più rinfocolato polemiche e disatteso aspettative nell'attuazione degli impegni presi alla Conferenza Nazionale dell'Emigrazione: CIE, Gestione Sociale della scuola, CoCo-Co, revisione degli accordi bilaterali.

T. Pozzi



weder-nochgeneration

Introduzione

In senso generale intendiamo per «seconda generazione» i figli dei lavoratori emigrati. Questa categoria è composta per la maggioranza di ragazzi che sono nati in Svizzera e/o vi hanno avuto la prima socializzazione e scolarizzazione.

Esiste però anche un'altra categoria di figli di emigrati presenti in Svizzera, dovuta al

- ricongiungimento familiare
- ragazzi nati in Svizzera e che frequentano scuole italiane
- ragazzi nati in Svizzera e che vanno avanti e indietro tra la Svizzera e la madre patria.

In questo secondo caso ci troviamo di fronte a una seconda generazione che possiamo chiamare atipica. Non è possibile avere dei dati sulla consistenza di questa seconda generazione atipica, se non per quanto riguarda i ragazzi che frequentano le scuole italiane e che sono in numero di circa 1.500.

Notiamo che nel presente rapporto parliano dei figli dei lavoratori emigrati provenienti dal Sud Europa, soprattutto ifaliani e spagnoli, che costituiscono circa il 65% di tutti gli stranieri presenti in Svizzera. Non affrontiamo invece il problema degli stranieri provenienti dai paesi del Nord Europa, che appartengono ad un ceto sociale superiore e sono in prevalenza di matrice culturale tedesca e neppure dei rifugiati e di quelli provenienti dai paesi dell'Est che presentano problematiche particolari.

Non esistono studi, dati ed esperienze sufficienti per tracciare un quadro esatto della situazione della seconda generazione. I problemi di questa generazione, più che conosciuti, sono intuiti o temuti in modi diversi a secondo delle istanze che li affrontano: affiorano nella scuola (1), nei problemi dell'ordine pubblico (2), preoccupano la politica svizzera nel suo sforzo di integrazione degli stranieri (3), emergono nel dibattito delle associazioni degli emigrati (4) e delle istituzioni religiose (5) che si pongono il problema non solo della identità di questa seconda generazione, ma anche della propria identità nei suoi confronti.

Allo stato attuale delle conoscenze è possibile solo presentare i termini generali del dibattito in corso.

1. DATI STATISTICI

Prendiamo in considerazione i dati a partire dal 1970, anno della prima votazione Schwarzenbach. È anche l'anno in cui la politica di stabilizzazione della manodopera straniera, già decisa nel 1964, fa sentire suoi effetti. Da allora la manodopera straniera (compresi gli stagionali e i frontalieri) diminuirà progressivamente e, negli ultimissimi anni, anche drasticamente. Alla fine dicembre 1970 i lavoratori stranieri erano 715.429, alla fine del 1976 599.384 (cioè —16,5%).

Per quanto riguarda la popolazione straniera, uno studio previsionale dell'Ufficio Statistico Federale (1974), pur tenendo conto di misure restrittive per i nuovi permessi, ipotizzava un leggero e progressivo aumento fino all'anno 2000 (previsto 1.300.000). Poi si sarebbe stabilizzata. În realtà già nel 1976 la popolazione straniera era scesa sotto il milione (958.599 —2,5 rispetto al 1970), dopo aver raggiunto la punta massima nel 1974 (1.064.526), mentre il citato studio aveva previsto 1.178.225. Quali sono le cause di questa improvvisa diminuzione? Principalmente tre: i rientri, la chiusura delle frontiere, il basso

La mamma mi portava
il lunedì mattina
e mi veniva a prendermi
il venerdì sera....
io piangevo perchè ormai
dicevo mamma alla mia balia



indice di natalità, ora anche presso gli stranieri.

Il tutto inquadrato nella cornice della recessione (o, come altri pensano, della razionalizzazione dell'apparato produttivo).

La seconda generazione

Se consideriamo le classi giovani di età (0-19 anni), gli stranieri sono, nonostante tutto, aumentati dello 0,5% (+1.307) mentre i loro coetanei svizzeri sono diminuiti del 5% (—81.339) tra il 1970-76. Si noti che negli ultimi 7 anni le nascite degli stranieri sono diminuite proporzionalmente molto di più di quelle degli svizzeri (—34% contro —22%), anche se l'indice di natalità degli stranieri è superiore a quello degli svizzeri, non proprio perchè gli stranieri facciano più figli degli svizzeri, bensì perchè proporzionalmente sono più numerose le coppie giovani presso gli stranieri.

La popolazione svizzera è in fase di invecchiamento (l'eccedenza delle nascite nel 1976 è stata di 1.139 unità cioè 54.628 nati contro 53.489 morti) la popolazione straniera regge ancora bene (l'eccedenza delle nascite nel 1976 è stata di 15.965 unità, cioè 19.571 nati contro 3.606 morti).

Qualora i rientri non assumano per il futuro proporzioni vistose come negli ultimi due anni, ci si avvia verso una sempre maggiore componente di stranieri nelle classi giovanili. Attualmente gli stranieri tra i 0-9 anni sono il 22,5% e rappresentano il 20% della popolazione straniera, mentre i bambini svizzeri tra 0-9 sono solo il 10,5% della popolazione svizzera.

Si può quindi ipotizzare che agli inizi degli anni 80 i giovani stranieri tra i 15-20 anni saranno 1/5 (20%) della popolazione in quella classe di età, a meno che non venga radicalmente cambia-

ta l'attuale politica per le concessioni della cittadinanza svizzera. Infatti dal 1972 annualmente solo circa l'1,5% degli stranieri sotto i 16 anni ha ottenuto la cittadinanza.

Ad ogni modo pensiamo debba essere sfatato il luogo comune sulla esplosione demografica degli stranieri in Svizzera. È vero che i giovani fino a quando non sono inseriti nel ciclo produttivo pesano sulle infrastrutture ma pesano ancora di più le persone al di sopra dei 65 anni che presso gli svizzeri sono in continuo aumento (15%), mentre presso gli stranieri costituiscono la modesta percentuale del 4%.

In conclusione

La seconda generazione degli stranieri in Svizzera nei prossimi anni sarà numericamente una componente notevole della popolazione giovanile. Si pongono quindi in modo più urgente i problemi della scolarizzazione, della formazione professionale e dell'integrazione dei figli degli emigrati.

2. SECONDA GENERAZIONE ATIPICA

Questi ragazzi sono quelli che maggiormente risentono di squilibri di personalità e difficoltà di inserimento. Dall'analisi di testimonianze raccolte da questi ragazzi (6) saltano all'occhio due problemi fondamentali: il problema di identificazione con delle figure parentali e il problema connesso con i ripetuti cambiamenti di ambiente. Riportiamo uno dei casi analizzati nello studio di Giovanni Rovere.

Il primo problema è espresso in maniera esplicita: «io non lì (sc. i genitori) riconoscevo avevo paura di loro, per me erano Stranieri», «volevo rimanere con i nonni che per me erano i miei genitori». (Maria Concetta).

Questo fenomeno che ritroviamo in molti altri testi non colpisce del resto soltanto chi viene lasciato dai genitori in Italia, ma anche quelli che nati in Svizzera vengono affidati ad altre persone perchè i genitori lavorano entrambi fuori casa.

«La mamma mi portava il lunedì mattina e mi veniva a prendermi il venerdì sera. Quando mia madre veniva a prendermi il venerdì, cominciavo a piangere perchè ormai dicevo alla mia balia mamma e a suo marito papà. Mia madre si preoccupava perchè non volevo andare a casa mia». (B54)

A rendere ulteriormente difficile lo sviluppo di Maria Concetta si aggiungono i continui spostamenti da «pacco postale». È costretta ad affrontare a ripetizione nuovi ambienti, radicalmente diversi anche per quanto concerne l'aspetto linguistico.

Dall'italiano appreso in Italia passa in Svizzera allo spagnolo parlato in famiglia (o almeno tra padre e figlia), al dialetto svizzero parlato all'asilo e al tedesco che deve imparare nella scuola elementare. Ritornata in Italia, ha difficoltà con l'italiano che stenta a capire. In Svizzera avrà a sua volta problemi con il tedesco, mentre il dialetto svizzero, importantissimo per l'integrazione in classe, per ora non lo parla.

Risulta una mancanza di identità - è spagnola, italiana o svizzera? -, del resto intuita («sono si direbbe spagnola»); la prima frase «sono nata a Reggio Calabria in un paese che non ho mai conosciuto» è in questo senso quasi un'introduzione a quanto segue. È evidente quale conseguenza il desiderio di non dover più cambiare ambiente, per cui l'ultima frase «a me piace stare in Svizzera» non sarà da interpretare tanto come un possibile accenno a una si-

...dall'italiano imparato
in Italia
passa in Svizzera
allo spagnolo parlato a casa
al dialetto svizzero
all'asilo. Risultato: un «io» diviso



tuazione ritenuta definitiva, quanto piuttosto esorcismo di un male, un atteggiamento in fondo di scongiuro. La reinterpretazione di *Tschingg* con zingaro (= girovagante) ha qui un suo valore profondo.

Sulle difficoltà linguistiche e scolastiche di questi ragazzi ci si limita ad osservare che la situazione di questa seconda generazione non è caratterizzata dal bilinguismo, ma da plurilinguismo instabile che è l'espressione di un pluriculturalismo instabile. Appare ovvio quindi che il problema andrebbe studiato soprattutto in vista di una programmazione scolastica più efficiente intenta a dare alla seconda generazione una propria identità sociale e culturale (7).

3. PROBLEMI SCOLASTICI DEI RAGAZZI NATI E/O SOCIALIZZATI E SCOLA-RIZZATI NELL'AMBITO DEL-LE STRUTTURE SVIZZERE

Le statistiche che si hanno in mano dicono chiaramente che i ragazzi stranieri che frequentano le scuole che consentono l'accesso a studi superiori sono molto pochi.

Essendo in Svizzera la scuola organizzata a livello cantonale non esistono statistiche che possano fornire un quadro completo e comparativo della scolarizzazione dei figli degli stranieri in Svizzera. A titolo di esempio riportiamo alcuni dati riferentisi al cantone di Basilea Città nel 1976. Essi sono indicativi della situazione degli stranieri nella Svizzera tedesca in cui risiede il 65% degli stranieri

Nella Svizzera romanda e italiana la presenza degli stranieri nei gradi superiori di scolarizzazione è più confortante. Nel cantone di Basilea città la scuola secondaria è divisa in tre rami fondamentali: la Sekundarschule preclude l'accesso a studi superiori. Lo sbocco professionale è la manovalanza generica o, per i più fortunati, l'apprendi-

La Realschule consente l'inserimento nell'attività commerciale a livello impiegatizio (segretarie, ragionieri, contabili, geometri). Il ginnasio consente l'accesso all'università.

In linea teorica è possibile il passaggio da un grado inferiore della scuola secondaria ad uno superiore. In pratica, soprattutto per gli stranieri, ricorre più frequentemente il declassamento.

Si noti che l'appartenenza al ceto sociale è la determinante fondamentale per l'accesso ad un tipo di studio privilegiato. Per cui i figli di stranieri appartenenti al ceto superiore con molta probabilità accedono a studi superiori e figli di operai svizzeri condividono la sorte della maggioranza dei figli degli stranieri.

La percentuale degli stranieri sulla popolazione scolastica totale non si discosta molto dalla percentuale degli stranieri sulla popolazione totale (19,5% e, rispettivamente, 17,1%). Se invece consideriamo solo la scuola primaria i bambini stranieri sono il 25,5%. Andando indietro negli anni arriviamo al 44,2% di bambini stranieri in età prescolare: cioè su due bambini tra 0-6 anni, praticamente uno è svizzero, l'altro straniero.

Ci si può quindi aspettare che nei prossimi anni la presenza dei bambini stranieri nelle scuole del cantone diventerà ancora più rilevante. È importante considerare il tipo di scuola frequentato dagli stranieri. Tra parentesi le percentuali degli svizzeri.

Il 44,5% (31) sono nella scuola primaria, il 44,5% (64) sono nelle scuole superiori e l'11% (5) nelle classi differenziali.

Per i paesi mediterranei (Spagna, Portogallo, Jugoslavia, Grecia, Turchia) abbiamo una percentuale del 15% nelle classi differenziali. Nei 4 tipi della scuola secondaria gli stranieri tendono ad una distribuzione non molto diversa dagli svizzeri, se vengono considerati globalmente: 29,8% nella Sekundarschule, 32,1% nella Realschule, 32,6% nel Gymnasium, 5,5% nei Diplomkurse. Ma se consideriamo solo gli italiani o i provenienti da stati mediterranei abbiamo rispettivamente: 40,8% (42,4), 38,5% (30,9), 15,7% (24,3), 5,0% (2,4).

I tedeschi e gli altri stranieri hanno invece un andamento migliore perfino degli svizzeri.

Non possediamo dati circa il termine degli studi. La buona presenza di stranieri nella Realschule non sembra, almeno per ora, avere come corrispettivo, una discreta presenza di stranieri nel Gymnasium e nei Diplomkurse.

Da qui si potrebbe dedurre che buona parte di essi ricadono nella Sekundarschule o interrompono la scuola.

Un dato può confortare questa ipotesi. Il 23,2% dei bambini del Gymnasium provenienti da stati mediterranei sono stati respinti nell'anno 1974-75. Per gli svizzeri abbiamo l'11,7%.

La presenza degli stranieri nelle università svizzere a prima vista potrebbe sembrare corrispondere alla quota della popolazione straniera sulla popolazione totale. Infatti gli studenti stranieri sono il 18,5%. Ma sicuramente la stragrande maggioranza non sono figli di lavoratori emigrati. Infatti gli Italiani e Spagnoli che a livello di popolazione costituiscono il 60% degli stranieri, sono tra gli studenti universitari stranieri solo il 7,5%. Così in rapporto alla classe di età 20-29 il 5,5% degli svizzeri sono studenti universitari. Gli italiani e gli spagnoli sono solo 0,85%.

In conclusione: attualmente i figli dei lavoratori stranieri hanno un grado di scolarizzazione piuttosto modesto. ... seconda generazione caratterizzata da plurilinguismo instabile espressione di pluriculturalismo instabile J'EN AI MARRE!
ICH BIN KEIN
TSCHINGGELI,
PORCA MISERIA!!

I motivi che vengono addotti per spiegare questa realtà sono diversi e basati più sulla differente posizione ideologica che su basi di analisi rigorose o sufficientemente ampie per essere probanti.

 Discriminazione in atto nella scuola (tramite i tests scolastici) che tende consciamente o meno a reclutare tra i figli degli stranieri la necessaria manodopera non qualificata di cui ha bisogno la Svizzera.

 Differenze culturali: la prima acculturazione familiare con trasmissione di valori del paese d'origine non favorisce il rendimento nella scuola svizzera basata su altri modelli culturali.

Mancanza di un aiuto valido della famiglia a causa della non padronanza da parte dei genitori della lingua del paese e della loro incomprensione del mondo svizzero, per avvicinarsi al quale fanno inoltre pochi sforzi vivendo nell'ottica del ritorno.

- La discriminazione dei figli degli emigrati non è che un aspetto emergente del fenomeno presente presso gli svizzeri della discriminazione di classe all'interno della scuola svizzera, che, basata sull'ideologia dei ceti medi, discrimina di fatto i figli dei lavoratori.

- Fenomeni di disgregazione della personalità e difficoltà della identificazione dell'io a causa delle istanze contraddittorie a cui l'emigrazione sottomette il bambino. Fenomeni che disturbano il rendimento scolastico.

 Altri infine affermano (alcuni maestri per es.) che non notano particolari difficoltà per i bambini stranieri, se non quelle da ricondursi ad una oggettiva minore intelligenza degli stessi.

4. PASSAGGIO DALLA SCUOLA ALLA VITA PROFESSIONALE: PERIODO DI CRISI?

A questo proposito riportiamo un brano di uno studio di Killias (8), che ben riassume risultati da studi precedenti e costatazioni di operatori sociali.

«Considerando, da una parte le grosse difficoltà scolastiche che incontrano i figli dei lavoratori stranieri e dall'altra le elevate aspirazioni che i genitori nutrono per essi, si può supporre che soffrano nella scuola di una notevole carica di frustrazione. Secondo la tesi di A. Gurny però questa frustrazione dovrebbe incominciare a influire sul comportamento - e in maniera accentuata solo con il passaggio dalla scuola alla vita professionale. Questo effetto ritardato sembra legato soprattutto con il ruolo specifico che i figli dei lavoratori stranieri assumono all'interno della famiglia. Mentre i genitori in genere solo con grande difficoltà riescono a raccapezzarsi in un mondo a loro estraneo, i bambini riescono abbastanza facilmente in breve tempo a raggiungere un certo grado di acculturazione. In tal modo essi diventano per la loro famiglia un canale indispensabile per i rapporti con l'ambiente e per questo all'interno del sistema familiare acquistano una posizione relativamente importante. Questo permette al figlio del lavoratore straniero di sottrarsi al peso delle frustrazioni subite nella scuola ritirandosi nel contesto familiare, impedisce però nello stesso tempo - tramite la confusione dei ruoli figlio-genitore, congiunta alla rigida divisione di ruoli dei sessi tipica delle famiglie straniere - il formarsi di una percezione adeguata dei propri ruoli e della capacità di superarne l'ambiguità.

Questo impedisce più tardi al bambino straniero di riuscire a sopportare situazioni percepite come minacciose, che mettono in questione la sua identità (cioè l'equilibrio tra l'identità personale e l'identità sociale), oppure di riuscire a reinterpretare e a riorganizzare la percezione del proprio ruolo in una maniera adeguata alla nuova situazione. Queste difficoltà diventano acute nel periodo di passaggio dalla scuola alla vita professionale, nel periodo cioè in cui il ragazzo non può più rifugiarsi nel contesto familiare, ma è confrontato in modo preponderante con l'ambiente sociale, nel quale, a causa della bassa posizione sociale dei genitori e della sua scarsa preparazione scolastica, sarà sottoposto a uno stato di frustrazione.

Da tutto ciò risulta probabile che, mentre per molti figli di lavoratori stranieri l'infanzia scorre relativamente priva di problemi, il passaggio dalla scuola alla vita professionale, che già di per sé è un'età carica di problemi, venga vissuto come crisi in modo drammatico.»

Questo spiegherebbe anche l'ipotesi del Killias, il quale per altro richiama auf die sehr eingeschränkte Gültigkeit der verwendeten Daten, dell'aumento della delinquenza presso i giovani stranieri rispetto agli svizzeri, mentre la prima generazione di stranieri ha una quota di delinquenza inferiore a quella degli svizzeri.

5. PROBLEMI DI IDENTITÀ -MODELLI DI COMPORTA-MENTO - CONFLITTI FAMILIARI

L'analisi sopra riportata trova una certa conferma in altre ricerche (9) e osservazioni dirette (10) che riscontrano nella seconda generazione crisi di identità, di riflusso di comportamenti sui modelli familiari, di conflitti all'interno della famiglia.

Insicurezza

Si tratta di giovani il cui futuro potrebbe definirsi con una parola: insicurezza. In una inchiesta condotta tra gli spagnoli, su 150 risposte avute, solo 20

rimaste infruttuose molti cominciano a dubitare di se stessi... la disoccupazione è sentita come un fallimento personale

dicono che pensano di stabilirsi per sempre in Svizzera. La prospettiva di ritorno per una famiglia emigrata non ha nulla di sensazionale. Ma i giovani in ogni caso difficilmente avranno peso su una decisione che compromette la loro vita. La insicurezza si esprime anche quando i giovani immaginano la loro vita in Spagna. Una ragazza diceva: «Qui siamo degli stranieri e quando andiamo in Spagna siamo 'gli svizzeri'». Una frase che dice tutto. (11)

Conflitti di identità

L'identità psicologica si riferisce alla immagine di sé, e si esprime in tendenze, scopi, aspettative, valori. Qual'è la identità della famiglia emigrata? E qual'è l'identità dei bambini di tale nucleo familiare, che risiedono in Svizzera?

L'identità psicologica della struttura della famiglia emigrata è facilmente rappresentabile.

 a) Nella discontinuità ambientale (fisicamente in Svizzera e psicologicamente nella terra d'origine)

 b) Nella temporaneità dell'attività professionale, che permette di nutrire un vivo desiderio di un pronto ritorno al paese

 Nella difficoltà conscia e inconscia di integrazione con l'ambiente sociale in cui vive

d) Nella cristallizzazione comportamentale, culturale, sociale e psicologica portata con sé dal paese di origine.

Per i nambini di questa famiglia, così descritta, come si esprime la identità psicologica? Collima con quella dei genitori? L'identità psicologica dei bambini si esprime:

- a) attraverso il desiderio della continuità ambientale
- b) la tendenza ad una dinamica e non temporanea partecipazione alle comuni attività quotidiane (gioco, scuola)

- c) il bisogno di integrazione con l'ambiente sociale in cui vive
- d) la disponibilità espressiva comportamentale, culturale, sociale e psicologica nel tempo e nello spazio.

Da questa breve analisi si può intravvedere a quali conflitti venga sottoposto il bambino emigrato di fronte a questi due tipi di identità. (12)

Conflitti familiari

..dopo molte richieste

I genitori, emarginati dalla vita sociale locale, tendono a ritirarsi nell'ambiente delle relazioni primarie, nei rapporti di parte e tendono a ricostruire nei figli questo ambiente di sicurezza, inculcando loro norme e comportamenti del paese di origine.

I ragazzi vivono questo processo come un'esperienza di norme costrittive alle quali tendono prima o poi a ribellarsi.

Non è raro il caso di ragazzi che si rifiutano di parlare con i genitori nella lingua madre.

Il classico conflitto di età si acutizza nello scontro di mentalità diverse, complesso di inferiorità, aspirazioni e progetti per il futuro che seguono dinamiche spesso contrastanti e poco definite sia dall'una che dall'altra parte.

6. FORMAZIONE E INSERI-MENTO PROFESSIONALE

1) La disoccupazione giovanile in Svizzera

In Svizzera i giovani rappresentano una quota eccezionalmente alta di tutti i disoccupati. Così alla fine di gennaio del 1976 il 27% dei disoccupati era al di sotto dei 24 anni. Questo risultato allarmante viene confermato da un'inchiesta che la Conferenza degli Uffici per la formazione professionale della Svizzera tedesca ha svolto alla fine di marzo/inizio di aprile del 1976 fra 26.008 qualificati in 16 cantoni. Il 57% degli intervistati aveva avuto assicurato un posto, di cui però solo il 15,2% per un periodo limitato. Quasi esattamente la metà, cioè 50,5% può continuare a lavorare nella professione imparata, mentre il 27,1% ha cercato senza successo un posto. Il 17,7% si aggiornerà (nella maggior parte dei casi per forza!), il 7,9% si riqualificherà oppure comincerà un secondo apprendistato e l'8% non si è ancora deciso. Perchè i giovani sono particolarmente colpiti? I motivi sono vari: mancanza di esperienza professionale, nessun obbligo familiare e il pregiudizio, duro a morire e diffusissimo, che «i giovani troveranno senz'altro un altro posto di lavoro».

La problematica della disoccupazione giovanile non si esprime però solo in termini di cifre. Decisive sono pure le sue conseguenze sociali e psicologiche, poichè essa colpisce l'individuo giovane in una fase transitoria della sua vita. Il passaggio comunque brusco dalla scuola all'apprendistato è spesso in partenza un fallimento, quando il giovane non può raggiungere l'indirizzo professionale desiderato. Contro le lacune nella formazione però non si difenderà, dato che deve essere già «grato» di essere riuscito ad ottenere un posto di apprendistato. Ancora più schiacciante è la situazione per il qualificato: dopo numerose richieste di assunzione rimaste infruttuose, molti cominciano a dubitare di se stessi, a declassare se stessi, perchè nella maggioranza dei casi la disoccupazione viene sentita come un fallimento personale. Conseguenza di una società inesorabile... e della mancanza di informazione sul funzionamento della economia. (13)



A differenza degli operai svizzeri essi possono contare sul regolare impiego solo nei momenti di congiuntura favorevole



2) La situazione della seconda generazione

In questa situazione generale gli stranieri si trovano in particolare difficoltà. Su 21.000 giovani italiani tra i 16 e i 19 anni (cioè età di apprendistato) è impossibile stabilire con approssimazione quanti hanno la possibilità di imparare un mestiere con regolare tirocinio. Infatti una grossa lacuna lamentata anche dall'USS è che in Svizzera non esistono dati statistici completi sulla scuola e sulla formazione professionale.

Ma se partiamo dal dato che nel 1974 solo il 10-15% dei giovani italiani faceva l'apprendistato (contro il 50-60% degli svizzeri della stessa età), è certo che le prospettive dei giovani emigrati oggi non sono migliori, anche se in teoria per i giovani nati in Svizzera dovrebbero esserlo. Entro il 1980 avranno terminato l'obbligo scolastico svizzero 80.000 emigrati della seconda generazione. (14)

«Ci troviamo così di fronte al fatto che attualmente decine di migliaia di figli di emigrati non conseguono un diploma professionale. Una parte di questi già lavora, come manovali; altri frequentano le cosiddette scuole di avviamento senza frequentare una scuola che porta ad una professione. Non ottengono pertanto la qualificazione, la formazione necessaria per poter essere inseriti nella produzione ad un livello diverso che non sia quello del manovale o dell'operaio semplice. A differenza degli operai svizzeri essi possono contare sul regolare impiego soltanto in momenti di congiuntura favorevole. Sono gli ultimi a trovare un impiego e i primi ad essere licenziati. Chi oggi viene al mondo come figlio di un emigrato appartiene di regola allo strato più basso della società e costituirà una nuova generazione di manovali. L'assegnazione dei lavori duri, sporchi, malpagati su

una base della provenienza etnica rende inutile ogni sforzo verso l'integrazione.» (15)

7. POLITICA FEDERALE NEI RIGUARDI DELLA SECONDA GENERAZIONE

I principi generali della politica svizzera nei riguardi dell'emigrazione sono chiaramente affermati. Diminuzione e stabilizzazione del numero degli stranieri, integrazione e assimilazione nella società locale. Non mancano naturalmente a tali concetti delle sfumature: «conformemente al nostro concetto relativo al problema degli stranieri, occorre facilitare le relazioni tra immigrati e popolazione svizzera e stimolare la loro partecipazione alla nostra vita comunitaria. È auspicabile che, sia per l'aspetto umano, sia per quello sociale. gli stranieri possano divenire membri della comunità elvetica e sentirvisi a proprio agio, senza però dover rinunciare all'identità culturale originaria».

Sui problemi sollevati dalla seconda generazione la commissione federale consultiva degli stranieri ha emanato le seguenti direttive che qui riportiamo.

«Problemi specifici della seconda generazione di immigrati (stranieri o educati in Svizzera)

La seconda generazione di immigrati ha avuto, in misura ben più larga della prima, la possibilità di integrarsi socialmente, economicamente, e culturalmente.

Gli interessati condividono generalmente le abitudini dei loro compagni indigeni, anche per quanto riguarda la mentalità politica, e non è raro il caso che considerino la loro patria d'origine come un paese straniero. Questa integrazione nella comunità svizzera è il frutto in primo luogo della politica scolastica portata avanti dal nostro paese.

L'integrazione scolastica dei bambini di lingua straniera si fonda sul principio della territorialità riconosciuto ovunque, sia in Svizzera che all'estero; questo principio vale anche per gli immigrati interni. L'integrazione dei bambini stranieri nel sistema scolastico svizzero è necessaria inoltre per assicurare a tutti indistintamente uguali chances di riuscita. Tuttavia non bisogna misconoscere l'identità originale degli immigrati e l'importanza particolare che riveste soprattutto nella prospettiva di un ritorno possibile al paese di origine.

Questo inevitabile conflitto di obiettivi - agggravato per di più dalla recessione - è parzialmente risolto grazie all'insegnamento della lingua e della cultura del paese di origine, che viene impartito (generalmente quattro ore per settimana) da personale insegnante messo a disposizione dai paesi interessati in virtù del principio della territorialità. La CDIP ha suggerito ai cantoni di aiutare nella misura del possibile questi insegnanti. Soprattutto sarebbe necessario:

- introdurre al minimo due ore per settimana di insegnamento di lingua e cultura del paese di origine; nella scuola primaria questo insegnamento dovrebbe essere fatto nel quadro dell'insegnamento obbligatorio; nella scuola secondaria si farà, se possibile, nel quadro delle materie facoltative;
- aggiungere nei certificati scolastici delle attestazioni di frequenza a tali corsi (in vista del riconoscimento dei certificati scolastici nel paese d'origine).

È stato raccomandato inoltre ai Cantoni di autorizzare i bambini di cui è prevista la partenza dalla Svizzera, a frequentare delle scuole straniere private (per es. le scuole delle missioni). Queste raccomandazioni di carattere generale non possono essere applicate

IO CONTINUO A SOSTENERE LA NOSTRA CULTURA...

La valorizzazione di alcuni tratti della cultura d'origine può costituire un elemento di resistenza e dunque di riequilibrio....



uniformemente in tutta la Svizzera. Si tratta di ricercare delle soluzioni, praticamente e politicamente realizzabili, che tengano conto il più possibile della diversità delle situazioni locali e soprattutto del grado di concentrazione dei diversi gruppi di stranieri. In questi casi è importante che si stabilisca una stretta e leale collaborazione tra tutti gli ambienti interessati (corpo insegnante, autorità scolastiche, genitori, rappresentanti consolari e associazioni di stranieri). (17)

8. ASSOCIAZIONI DEGLI EMIGRATI

L'attività delle associazioni degli emigrati in Svizzera è orientata prevalentemente agli interessi della patria di origine. Ciò si spiega, oltre che per il desiderio di ritorno presente nella maggior parte degli stranieri, anche per la situazione di marginalizzazione in cui si trovano. Per marginalizzazione, s'intende meno il processo individuale che può condurre l'emigrante che vive tra due culture a un «io diviso», quanto il processo socio-politico di rifiuto di un gruppo minoritario che si ritrova così al margine della vita sociale, politica e culturale. La valorizzazione di alcuni tratti della cultura d'origine del gruppo etnico può costituire, in tale contesto, un elemento di resistenza alla disgregazione e dunque di riequilibrio in rapporto allo stato di alternanza che caratterizza l'attuale situazione dell'emigrazione (18). Si tende in tal modo a far persistere, in seno ai cambiamenti imposti dal contatto con la cultura dominante, le forme di sociabilità le più tradizionali, viste come le più coerenti. La prima generazione compie in tal modo nei confronti della seconda un'opera di controacculturazione, se rapportata all'influsso della società d'accoglimento.

Quale può essere l'identità dei ragazzi che appartengono a due mondi in conflitto più o meno latente: il mondo della famiglia e quello della scuola e società locale?

Due tipi di reazione sono possibili: o un ritorno nella chiusura del ghetto, oppure un Ueberanpassung alla società locale, rompendo con la famiglia. In tutti e due i casi abbiamo una rottura nella personalità del ragazzo emigrato. Quale la via per tentare di impedire questo processo conflittuale? Si deve cercare di salvaguardare dati culturali acquisiti con il mantenere i legami con il paese e cultura del paese, con una rivalorizzazione di questa cultura sia agli occhi degli svizzeri che degli emigrati mantenendo la speranza di un ritorno? Oppure si deve cercare di diminuire l'influsso della famiglia e favorire in tutti i modi la socializzazione che viene dalla società ospitante? Si potrebbe anche sostenere che l'ambiente familiare è di fatto così deculturalizzato che in pratica il suo influsso è minimo e la situazione di rottura psicologica del ragazzo emigrato è da ricondurre essenzialmente alla sua posizione sociale e alla crisi generale della società. Si tratterebbe quindi di una emarginazione strutturale, un problema cioè di classe, di sottoproletariato. Il dibattito è aperto, non solo a livello di studio, ma anche nella conflittualità reale degli obiettivi che si pone l'azione svolta da una parte dalla società svizzera e dall'altra dalle associazioni e istituzioni religiose degli emigrati.

berger citata più sopra: «Fino ad oggi non si è ancora trovato un approccio soddisfacente ai problemi dei gruppi marginali di giovani appartenenti alla weder-noch-Generation (generazione che non è né una cosa né l'altra = seconda generazione). Si può senz'altro affermare che non esiste ancora nessun 'Konzept' valido per affrontare le difficoltà di adattamento della seconda generazione degli stranieri».

Numerose sono le misure di intervento particolari nelle singole città e cantoni, numerose sono le Koordinationsstellen e le Kommissionen für Ausländerfragen, che devono progettare degli orientamenti per una politica valida di assimilazione. Il fatto che fra non molti anni quasi un terzo dei giovani svizzeri saranno stranieri rende acuto il problema. Una contraddizione importante si fa sempre più evidente nella politica federale: da una parte una politica sempre più selettiva (cfr. principalmente la nuova legge ANAG) e dall'altra parte una serie di principi teorici di integrazione delle comunità straniere nella vita sociale e politica della Svizzera, per la quale mancano peraltro gli strumenti adatti. Quello che realmente manca è una concezione generale della politica di integrazione, che sia completamente libera dalle paure create dalle campagne per l'inforestieramento e tenda realmente a equiparare agli svizzeri i cittadini stranieri.

G.Baggio-T.Pozzi

CONCLUSIONE

Ci sembra significativa la risposta data dalla *Stadträtin_* di Zurigo Lieberherr all'interpellanza di Leuen-



NOTE

- (1) Neue Zürcher Zeitung, 1.9.77. Al Consiglio comunale di Zurigo Frei chiede notizia in una interpellanza su una classe nella scuola Limmat, in cui su 22 scolari 19 sono stranieri.
- (2) Neue Zürcher Zeitung, 9.9.77. Al Consiglio comunale di Zurigo Leuenberger (soc.) richiama l'attenzione al ricorrere di notizie sui giovani stranieri che commettono atti di vandalismo nella città di Zurigo e che non arretrano neppure di fronte a gravi lesioni personali, e chiede al Consiglio in una interpellanza quali misure siano state adottate per superare i problemi di adattamento della seconda generazione degli stranieri.
- (3) Conséquences de la récession sur les étrangèrs, Commission fedéral consultative pour le problème des étrangers (CFE) juilliet 1977 Volkswirtschaft Heft 10/1977.
- (4) Formazione dei lavoratori e ruolo del sindacato Ecap-CGIL, IAL-CISL, ENAIP-UIL, Basilea 12-13 giugno 1976, Quaderni formazione e sindacato. BUHO, Revista mensual de Emigration Ano VII, numero 10, noviembre 1977, pag. 9 «La segunda generacion».
- (5) Dossier Europa Emigrazione, Rivista mensile di documentazione e dibattito sui problemi dell'emigrazione, a cura dei CSER (Centri Stuti Emigrazio-

- ne Riuniti) nn. 6/10, 1977.
- (6) ROVERE Giovanni, Testi di italiano popolare. Autobiografie di lavoratori e figli di lavoratori emigrati, Centro Studi Emigrazione Roma 1977.
- (7) ROVERE Giovanni, op. cit.; pp. 298-299.
- (8) KILLIAS Martin, «Kriminelle Fremdarbeiter-Kinder?» in *Schweizerische Zeitschrift für Soziologie*, n. 2, 3. Jahrgang, Juni 1977 S.

Cfr. anche GURNY Ruth, *Berufseintritt als Krise?* Soziologisches Institut der Universität Zürich, 1976.

- (9) CSERPE, Le aspirazioni e il senso di identità dei giovani emigrati italiani. Un'inchiesta psico-sociologica sull'emigrazione giovanile italiana in Svizzera, Basilea 1973.
- (10) Dossier Europa Emigrazione, n. 10/77.
- (11) BUHO, n. 10/1977.
- (12) Cfr. ZANELLI R.: «Zur Problematik der intellektuellen, affektiven und sozialen Entwicklung von Italienerkinder in Basel in bezug auf die Struktur der Italiener-familie», in *Therapeutische Umschau*, Band 30, 1973, Heft 2.
- (13) MOSER Victor, «Disoccupazione

- giovanile, formazione professionale, formazione permanente». In Formazione dei lavoratori e ruolo del sindacato, ECAP-CGIL, Basilea 1976.
- (14) GHIONDA ALLEMANN Christina, «Le attività degli enti di emanazione sindacale nell'emigrazione», in Formazione dei lavoratori e ruolo del sindacato, ECAP-CGIL, Basilea 1976.
- (15) NIEDERER Arnold, «Problemi della seconda generazione di emigrati», in ECAP-CGIL, *La lingua degli emigrati*, Guaraldi editore, 1977.
- (16) Promovimento dell'integrazione sociale degli stranieri grazie all'insegnamento scolastico impartito ai loro figli. Raccomandazioni della Commissione federale consultiva per il problema degli stranieri (CFS) del nov. 1976.
- (17) Conséquences de la récession sur les étrangèrs, Commission fedéral consultative pour le problème des étrangers (CFE) juilliet 1977 Volkswirtschaft Heft 10/1977.
- (18) Cfr. ALMEIDA Carlos C., Migrations, Classe et Ethnie Réflexions sur le processus d'intégration des travailleurs migrants, une contributions à l'analyse sociologique de la Suisse. Actes du 2e congrés de la Société suisse de sociologie. Société suisse de sociologie 1977.

Notiziario

3-6 gennaio - A Milano si svolge il 2° Convegno Europeo dei consigli di direzione delle missione cattoliche italiane in Europa sul tema «partecipazione nelle chiese locali».

9 gennaio - Il Ministro plenipotenziario Giovanni Migliuolo assume le funzioni di Direttore generale dell'Emigrazione e degli Affari Sociali del Ministero degli Esteri.

18 gennaio - La Commissione per i contributi alla stampa italiana all'estero tiene la prima seduta dell'anno. All'ordine del giorno la ratifica definitiva dello schema di finanziamento approvato nell'ultima seduta del '77.

21 gennaio - In una conferenza stampa, il Sottosegretario Foschi presenta la nuova edizione della «Guida pratica delle norme, da applicarsi sul territorio nazionale, emanate dallo Stato e dalle Regioni a favore degli emigrati». Si tratta della II edizione aggiornata al novembre 1977, completamente rielaborata e che tiene conto delle numerose novità che si sono avute nel corso del 1976 e del 1977.

23 gennaio - Il Ministro del Lavoro nomina due appositi gruppi di lavoro per un esame della situazione dell'emigrazione tunisina nel meridione d'Italia e gli ingaggi di manodopera italiana per i Paesi africani e medioorientali e le condizioni nelle quali si svolge la loro attività.

25 gennaio - La Federazione CGIL-CISL-UIL consegna al Sottosegretario agli Esteri Foschi uno schema di accordo sugli spostamenti di manodopera tra Italia e Jugoslavia, concordato in precedenza con la Confederazione dei sindacati jugoslavi (CSY). Analoga consegna è stata fatta in forma ufficiale a Belgrado dalla CSY al Ministero del Lavoro jugoslavo.

1 febbraio - Assemblea dei soci dell'Istituto F. Santi per una chiarifica sulla dipendenza dell'Istituto dal PSI contro tentativi autonomistici invocati in passato.

6 febbraio - In una intervista alla televisione inglese Margaret Thatcher, leader del partito conservatore, ha affermato: «La popolazione britannica teme di essere sommersa da gente di diverse culture». Come si vede, gli slogans razzisti del «National Front» sono riusciti a far breccia anche tra i conservatori!

15 febbraio - A Strasburgo il Parlamento Europeo ha dedicato la seduta a due scottanti problemi di ordine sociale: la disoccupazione giovanile e la parità di retribuzione tra uomini e donne.

15-17 febbraio - Riunione a Strasburgo, in occasione della seconda sessione 1978 del Parlamento Europeo, dei giornali aderenti alla FEDEREU-ROPA. Sono stati esaminati, in incontri con il Presidente del Parlamento Europeo, Emilio Colombo, e con i gruppi parlamentari italiani i problemi del voto degli emigrati nelle prossime elezioni a suffragio universale del Parlamento Europeo; i problemi degli organismi partecipativi dell'emigrazione e quelli della stampa italiana all'estero.

22 febbraio - Nell'ambito delle udienze conoscitive promosse dal Senato sulle comunità italiane all'estero, viene ascoltato alla Commissione Esteri il Centro Studi Emigrazione di Roma (CSER).

Il 5 aprile in tutti i 18 Paesi europei in cui operano sindacati affiliati alla CES (Confederazione Europea dei Sindacati) avrà luogo la «Giornata europea di azione sindacale» per la lotta contro la disoccupazione e per il primo impiego.

Pure in aprile si terrà un convegno unitario della Federazione CGIL-CISL-UIL con i sindacati del Nord Africa e dell'Europa Meridionale sulle condizioni, la tutela pubblica e la difesa dei lavoratori stranieri in Italia.

CAST

LA SECONDA GENERAZIONE











